

**Conseil****C/57/13****Cinquante-septième session ordinaire  
Genève, 27 octobre 2023****Original:** anglais/allemand/espagnol  
**Date:** 4 octobre 2023

---

**RAPPORTS DES REPRÉSENTANTS DES MEMBRES ET DES OBSERVATEURS SUR LA SITUATION  
DANS LES DOMAINES LÉGISLATIF, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE***Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Selon la procédure introduite à l'occasion de la vingt-sixième session ordinaire du Conseil, il est demandé que les rapports des représentants des membres et des observateurs sur la situation dans les domaines législatif, administratif et technique de la protection des obtentions végétales et des domaines connexes soient fournis par écrit à l'avance, afin d'accroître l'efficacité du Conseil dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées.

2. Des rapports écrits ont été sollicités par le Bureau de l'Union dans la circulaire d'invitation à la présente session et un modèle type a été proposé. Les rapports suivants ont été soumis (dans l'ordre alphabétique des noms en français):

Membres : annexes I à XVIII : Afrique du Sud, Allemagne, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Estonie, Hongrie, Israël, Japon, Kenya, Lituanie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pologne, République de Moldova, Royaume-Uni, Serbie, Ukraine, Union européenne

Observateurs : annexes XIX et XX : Myanmar, Zimbabwe

3. Les rapports reçus après le 29 septembre 2023 seront inclus dans un additif à ce document, qui sera publié après la session du Conseil.

[Les annexes suivent]

ANNEXE I

AFRIQUE DU SUD  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

-Adaptation à l'Acte de 1991 de la Convention :

Aucun élément nouveau.

-d'autres modifications, y compris en ce qui concerne les redevances :

Les taxes sur les droits d'obtenteur ont été publiées dans le SA Government Gazette, n° 46242 du 14 avril 2022 en ce qui concerne l'exercice financier 2022/23, se terminant le 31 mars 2023.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Aucun élément nouveau.

2. Coopération à l'examen

Aucun élément nouveau.

3. Situation dans le domaine administratif

Pas de changement.

4. Situation dans le domaine technique pour la période de janvier à décembre 2021

- 277 demandes de droits d'obtenteur ont été reçues, dont 39% [106] pour des cultures agricoles, 10% [29] pour des cultures ornementales, 39% [109] pour des cultures fruitières et 12% [33] pour des cultures légumières.

Le nombre total de 289 octrois de droits d'obtenteur entre janvier et décembre 2022 est le suivant :

Cultures agricoles	126
Cultures légumières	36
Cultures fruitières	78
Cultures ornementales	49

- En décembre 2022, un TOTAL de 3637 variétés bénéficiaient de droits d'obtenteur valides en Afrique du Sud, dont 23% [830] pour les cultures ornementales, 29% [1420] pour les cultures agricoles, 30% [1111] pour les cultures fruitières et 8% [276] pour les cultures légumières.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)
1. Réunion NUMPRO [Producteurs de matières nucléaires]	17 mai 2023	Afrique du Sud	Service de certification des pommes de terre	Compte rendu sur les droits d'obtenteur des variétés de pommes de terre	Industrie sud-africaine de la pomme de terre ± 60 participants
2. Visite de l'Office sud-africain des droits d'obtenteur par des étudiants en sélection végétale de l'Université de Limpopo	9 septembre 2022	Conseil de la recherche agricole, Roodeplaat, Afrique du Sud	SA Bureau du droit d'obtenteur	Présenter aux étudiants en sélection végétale les activités et les procédures de la POV et de la DHS	62 Étudiants 1 conférencier 2 fonctionnaires de la PBR 3 examinateurs DHS
3. Atelier sur la protection des obtentions végétales et les lois sur les semences en Afrique australe et orientale	6-7 juin 2023	Kwazulu Natal, Salt Rock, Afrique du Sud	Centre africain pour la biodiversité [ACB] - SA  Association for Plant Breeding for the benefit of Society [APBREBES] - Suisse  Community Technology Development Organization [CTDO] - Zimbabwe	Présentations et discussions sur la sauvegarde de la souveraineté alimentaire, des droits des agriculteurs et des systèmes de semences gérés par les agriculteurs en Afrique australe et orientale	Canada - 1 Kenya - 3 Malawi - 4 Mozambique - 3 Namibie - 3 Sénégal - 1 Afrique du Sud - 5 Ouganda - 3 Royaume-Uni - 2 République-Unie de Tanzanie - 3 Zambie - 3 Zimbabwe - 5
4. Congrès de la Fédération internationale des semences	5-8 juin 2023	Afrique du Sud	Fédération internationale des semences & SANSOR	Accord bilatéral avec l'autorité japonaise chargée de la protection des obtentions végétales sur le système de protection des obtentions végétales de l'Afrique du Sud	Japon - 1 Afrique du Sud PVP Authority - 6 Bureau des relations internationales DALRRD - 2

II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS INTÉRESSANT L'UPOV

Aucun élément nouveau.

[L'annexe II suit]

C/57/13

## ANNEXE II

ALLEMAGNE  
(Langue originale : allemand)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie. Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Type d'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	États/organisations participants (nombre de participants par État/Organisation)	Commentaires
Séminaire sur la conduite d'essais variétaux (DHS) de pommes et de poires	09/2022	En ligne	Ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture (BMEL)	Formation à la réalisation d'essais variétaux, à l'application des directives d'essai et à l'évaluation des essais	Inde (~ 100 participants)	Projet de coopération germano-indien (07/2019 à 12/2023 (prolongé))
Séminaire sur la conduite d'essais variétaux (DHS) de pommes et de poires	09/2022	Allemagne			Inde (3 participants)	
Séminaire de clôture	11/2022	En ligne	ADT Consulting Office fédéral des variétés végétales (BSA)	Rétrospective des réalisations au cours de la période de projet, clarification des questions en suspens		
Séminaire sur le traitement et la gestion électroniques des données d'examen DHS dans le cadre de l'examen des variétés - l'exemple du colza/moutarde	05/2023	En ligne		Échange technique concernant le traitement et la gestion électroniques des données d'examen DHS	Inde (~ 100 participants)	
Séminaire	09/2022	Pologne	OCVV (États membres de l'UE), BSA	Atelier Maïs de l'OCVV	Pologne	
Échange professionnel	10/2022	Allemagne	GIZ, BSA	Échange professionnel sur les variétés et les semences en Allemagne et à l'EPFZ	Éthiopie	
Exposé	11/2022	Allemagne	GIZ, BSA	Échange professionnel sur les variétés et les semences en Allemagne, avec un accent particulier sur la vigne	Arménie	
Exposé	12/2022	Allemagne	GIZ, BSA	Échange professionnel sur les variétés et les semences en DE	Kazakhstan (15 participants)	
Exposé	12/2022	en ligne	GIZ, BSA	Échange professionnel sur les variétés et les semences en DE	Kazakhstan (30 participants)	
Échange professionnel	01/2023	Allemagne	BMEL, GFA Consulting, BSA	Échange professionnel sur des projets internationaux	Kazakhstan + Ouzbékistan	GFFA (salon) & Semaine verte internationale (salon)
Échange professionnel	01/2023	Allemagne	BMEL, BSA	Échange professionnel sur des projets internationaux	Différents	IPM (salon)
Formation/exposé/visite	06/2023	Allemagne	BSA	Principes de base de la protection des obtentions végétales dans la pratique de l'examen	Assistante en brevets (10 participants)	Formation régulière
Formation/exposé/visite	06/2023	Allemagne	BMBF, BSA	BMBF Promotion de la relève dans la recherche sur la sélection végétale	Allemagne (30 participants)	BMBF Promotion de la relève dans la recherche sur la sélection végétale

[L'annexe III suit]

BÉLARUS  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

*Changements dans la législation de la République du Bélarus*

"Sur la sélection et la multiplication des semences de plantes agricoles".

à l'article 22 :

"L'homologation des parcelles de multiplication de semences de plantes agricoles appartenant à des variétés enregistrées dans le registre d'État des variétés végétales protégées de la République du Bélarus, dont les semences sont destinées à la vente, est effectuée si la personne intéressée est autorisée à utiliser la variété de plante agricole conformément à la législation sur les brevets d'obtention végétale."

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application : Pas de changement

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces : Au Bélarus, tous les genres et espèces sont protégés.

1.3 Jurisprudence - Pas de changement

2. Coopération à l'examen

- Conclusion de nouveaux accords (achevés, en cours ou prévus)

En 2023, le Bélarus a poursuivi sa coopération dans le cadre d'un accord bilatéral avec le Kazakhstan et l'Ouzbékistan dans le domaine des essais VCU et DHS, le Bélarus a poursuivi sa coopération avec la Fédération de Russie, l'Arménie, le Kazakhstan et le Kirghizistan dans le cadre de l'Union eurasiennne.

- Modification d'accords existants (achevés, en cours ou prévus) - Non

3. Situation dans le domaine administratif : Pas de changement

4. Situation dans le domaine technique

Révision partielle de 10 lignes directrices, nombre total de lignes directrices existantes : 293.

Un catalogue photographique des caractéristiques morphologiques essentielles du fraisier (*Fragaria L.*) a été préparé.

En 2023, un séminaire de formation a été organisé pour tous les experts DHS sur la base de l'université agricole de Grodno.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)	Commentaires
1. Échange d'expériences	14-19 mai 2023	Allemagne	Entreprise DSV	Échange d'expériences d'experts en matière d'essais VCU et DHS sur les graminées à gazon	Bélarus Allemagne	Une coopération fructueuse
2. Cours de formation DHS	24-29 juillet 2023	Kazakhstan, Altaj	Commission d'État pour l'examen des variétés de cultures agricoles du Kazakhstan	Cours de formation DHS	Bélarus Kazakhstan	Coopération utile, en particulier la formation pratique sur les parcelles DHS
3. Cours de formation DHS	10-13 août 2023	Bélarus, Minsk. Nesvizh.	SE "State Inspection for Testing and Protection of Plant Varieties" (Inspection d'État pour l'essai et la protection des variétés végétales)	Cours de formation DHS	Bélarus Ouzbékistan	Coopération utile, en particulier la formation pratique sur les parcelles DHS

[L'annexe IV suit]

## ANNEXE IV

**BOSNIE-HERZÉGOVINE**  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

**Activités de promotion de la protection des obtentions végétales**

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)
Atelier TAIEX sur la formation à l'octroi de droits d'obtenteur et à la demande selon l'OCVV	19/09/23	Sarajevo	TAIEX en coopération avec l'administration de Bosnie-Herzégovine pour la protection phytosanitaire	<p>Cadre juridique international (OCVV, UPOV, UE) Cadre juridique de la Bosnie-Herzégovine, Outils pour un système informatique utilisé pour la PVR, L'impact agroéconomique sur la PVR dans la pratique, les différents points de vue des parties concernées, Contexte technique et procédures relatives au PVR (approche de l'OCVV ; base de données de l'OCVV/UPOV, directives techniques, procédures d'essai, etc.)</p> <p>Informers les participants/éleveurs de Bosnie-Herzégovine de l'importance de la création de nouvelles variétés et de la possibilité de protection des variétés au niveau de l'Union européenne. En tant que nouveau chapitre lié à la protection des nouvelles variétés, il est nécessaire de familiariser les participants avec la méthode de Demande, le processus d'obtention de la protection des variétés, le champ d'application de la protection des variétés et la manière dont elle est mise en œuvre dans l'Union européenne.</p>	<p>Participants de Bosnie-Herzégovine 18 participants de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau de la République de Srpska, Banja Luka</li> <li>- Administration fédérale des travaux d'inspection, Sarajevo</li> <li>- Université de Banja Luka</li> <li>- Bureau du maire, Inspection, Brčko</li> <li>- Faculté d'agriculture et des sciences alimentaires - Université de Sarajevo</li> <li>- Fondation ALICA</li> <li>- Institut fédéral de l'agriculture, Sarajevo</li> <li>- Administration de Bosnie-Herzégovine pour la protection phytosanitaire</li> </ul>

**Autres développements intéressant l'UPOV**

L'expert a effectué une analyse des lacunes avec ses collègues bosniaques et a examiné le projet de règlement sur les petits exploitants agricoles.

En ce qui concerne l'analyse des lacunes, une attention particulière a été accordée aux points suivants :

- Les mesures d'application relatives aux frais d'octroi et de maintien du droit d'obtenteur doivent être élaborées.
- Commission pour la protection des obtentions végétales à créer
- Mise en place d'un comité d'appel
- Projet de règlement sur le registre des droits d'obtenteur
- Projet de règlement sur la définition du petit agriculteur

En ce qui concerne le règlement relatif aux petits agriculteurs, le commentaire le plus substantiel concernait les critères sur la base desquels la limite de 3 hectares a été identifiée. Il s'agit de la limite de taille des exploitations en dessous de laquelle les agriculteurs seraient exemptés du paiement des redevances sur les variétés protégées, conformément à l'exemption facultative prévue par la Convention UPOV.

Cette limite doit être fixée en tenant compte des caractéristiques générales de l'agriculture en Bosnie-et-Herzégovine, de la taille moyenne des exploitations et des principales cultures, afin de trouver un juste équilibre entre les intérêts légitimes de l'obteneur et l'analyse coûts-avantages de la perception des redevances auprès des petits exploitants définis.

Les présentations ont donné des exemples de la situation en Pologne, en République tchèque, aux Pays-Bas, en Italie et, en général, dans le contexte de l'UE.

Selon le règlement CE 1768/95 (mettant en œuvre l'article 14 du règlement de base 2100/94 sur le droit d'obteneur), l'agriculteur produisant moins de 92 tonnes de céréales et/ou 185 tonnes de pommes de terre est considéré comme un "petit agriculteur" et, en tant que tel, n'est pas tenu de payer des redevances à l'obteneur.

Il a également été noté que la version anglaise du projet de règlement devait faire l'objet d'une révision éditoriale et linguistique mineure.

La mission a été grandement facilitée par la collaboration des collègues de PHPA. Compte tenu des conditions de travail par vidéoconférence, aucune difficulté n'a été rencontrée.

Il est recommandé de :

- Lancer le processus d'adoption de l'amendement de l'article 19 de la loi.
- Entamer le processus d'adoption de la décision relative à la création d'une commission mixte chargée de l'octroi des droits et de la protection des obtenteurs, y compris l'identification du représentant des institutions concernées.
- Vérifier la cohérence entre les articles et les annexes du règlement sur les registres et lancer le processus d'approbation, y compris le projet de certificat.
- Lancer le processus d'approbation du règlement sur les petits agriculteurs.
- Réflexion sur les modifications à apporter aux règlements de la Commission et sur les droits d'inscription à utiliser également aux fins du droit d'obteneur.

## RÉSULTATS

- a. Texte d'amendement de l'article 19 de la loi
- b. Texte final de la décision relative à la commission mixte pour l'octroi des droits et de la protection des obtenteurs
- c. Certificat d'octroi du droit d'obteneur
- d. Texte final du règlement sur les registres
- e. Texte final du règlement sur les petits agriculteurs

[L'annexe V suit]

ESTONIE  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

Loi sur la propagation des plantes et la protection des variétés végétales en vigueur à partir du 01.01.2022.

<https://www.riigiteataja.ee/en/eli/530122021003/consolide>

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Pas de changement.

1.3 La jurisprudence

Il n'y a pas de jurisprudence.

2. Coopération à l'examen

La mise à jour de l'accord existant avec le COBORU est en cours.

3. Situation dans le domaine administratif

- Changements dans la structure administrative

Le domaine des variétés végétales a été déplacé dans un autre département : Département de la santé des plantes et du matériel de multiplication.

- Changements dans les procédures et les systèmes de bureau

Pas de changement.

4. Situation dans le domaine technique

Pas de changement.

II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS INTÉRESSANT L'UPOV

Affiche sur la protection des obtentions végétales à usage national.

## Kuidas toimib sortidkaitse?

Maailmainsiteerium

- 1. Mida on uue sortide järele**  
Tähtsusega ühiskonda loovad uued sortid, mis võimaldavad kasvatada suurema tootlikkusega ja parema kvaliteediga saaki.
- 2. Sortide loomine**  
Sortide loomiseks võetakse arvesse erinevaid omadusi, mis võimaldavad kasvatada suurema tootlikkusega ja parema kvaliteediga saaki.
- 3. Sorti registreerimine**  
Sorti registreerimiseks tuleb esitada taotleja poolt sortide loomise kohta teaduslikud andmed, mis tõestavad sortide loomist ja selle erisust.
- 4. Sorti kaitsmise aluse loomine**  
Sorti registreerimise taotlusele esitatakse taotleja poolt sortide loomise kohta teaduslikud andmed, mis tõestavad sortide loomist ja selle erisust.
- 5. Sorti kaitsmine**  
Sorti kaitsmine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 6. Sorti kaitsmise võtmine**  
Sorti kaitsmise võtmine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 7. Sorti paljundamine**  
Sorti paljundamine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 8. Turustamine**  
Sortide turustamine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 9. Uue sortide loomine**  
Uue sortide loomine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 10. Turustamine**  
Sortide turustamine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 11. ÜKS-katse**  
ÜKS-katse on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 12. Erandvõtteprotseduur**  
Erandvõtteprotseduur on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 13. Uue sortide loomine**  
Uue sortide loomine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.

Kõik õigused on sätestatud ÜKS-i ja ÜKS-i määruste artiklites 1-13.

## Kuidas toimib sortidkaitse?

- 1. Mida on uue sortide järele**  
Tähtsusega ühiskonda loovad uued sortid, mis võimaldavad kasvatada suurema tootlikkusega ja parema kvaliteediga saaki.
- 2. Sortide loomine**  
Sortide loomiseks võetakse arvesse erinevaid omadusi, mis võimaldavad kasvatada suurema tootlikkusega ja parema kvaliteediga saaki.
- 3. Sorti registreerimine**  
Sorti registreerimiseks tuleb esitada taotleja poolt sortide loomise kohta teaduslikud andmed, mis tõestavad sortide loomist ja selle erisust.
- 4. Sorti kaitsmise aluse loomine**  
Sorti registreerimise taotlusele esitatakse taotleja poolt sortide loomise kohta teaduslikud andmed, mis tõestavad sortide loomist ja selle erisust.
- 5. Sorti kaitsmine**  
Sorti kaitsmine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 6. Sorti kaitsmise võtmine**  
Sorti kaitsmise võtmine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 7. Sorti paljundamine**  
Sorti paljundamine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 8. Turustamine**  
Sortide turustamine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 9. Uue sortide loomine**  
Uue sortide loomine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 10. Turustamine**  
Sortide turustamine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 11. ÜKS-katse**  
ÜKS-katse on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 12. Erandvõtteprotseduur**  
Erandvõtteprotseduur on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.
- 13. Uue sortide loomine**  
Uue sortide loomine on sortide loomise ja selle erisuse tõendamise protsess, mis võimaldab taotlejal saada sortide loomise eest kaitsvat õigust.

Maailmainsiteerium  
www.agri.ee

[L'annexe VI suit]

ANNEXE VI

HONGRIE  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

Pas de changement.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Pas de changement. Conformément aux règles en vigueur, la protection des obtentions végétales s'étend à tous les genres et espèces de plantes.

1.3 La jurisprudence

Pas de données.

2. Coopération à l'examen

Pas de changement. Selon les alinéas 3) et 4) de l'article 114/R de la loi sur les brevets, les résultats de l'examen expérimental (rapport d'examen DHS) effectué par une autorité étrangère compétente peuvent être pris en considération avec le consentement de cette autorité. Les coûts des essais expérimentaux sont à la charge du Demandeur. Par conséquent, l'Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO) a pris des mesures pour conclure des accords avec les offices nationaux et régionaux sur l'envoi des rapports d'examen technique DHS de l'office compétent à l'HIPO.

L'Office hongrois de la propriété intellectuelle a conclu des accords sur l'envoi de rendus de l'examen technique DHS avec l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV), avec le Bundessortenamt (Allemagne) ainsi qu'avec l'Office des droits d'obtenteur du ministère de l'agriculture, de la nature et de la qualité alimentaire (Pays-Bas).

3. Situation dans le domaine administratif

Pas de changement. L'HIPO est habilité à accorder la protection des obtentions végétales. Dans le système national, l'HIPO est responsable de l'examen de la nouveauté, de la dénomination et de l'unité ainsi que de l'enregistrement des variétés végétales. L'Office national de sécurité de la chaîne alimentaire est responsable de l'examen biologique (examen DHS).

4. Situation dans le domaine technique pour la période de janvier à décembre 2021

L'examen technique est effectué par l'Office national de sécurité de la chaîne alimentaire.

[L'annexe VII suit]

## ANNEXE VII

ISRAËL  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

## I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application - Prévu

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces - Aucune

1.3 Jurisprudence - Dans l'affaire de la demande de déclaration de nullité de l'enregistrement de l'obteneur pour une variété de papaye appelée "Aurora", affaire n° 66103-09-19, tribunal de district de Jérusalem, 2 décembre 2021, le tribunal a chargé le Conseil des obtenteurs (ci-après dénommé le Conseil) de réexaminer la demande de déclaration de nullité de l'appelant. Par la suite, le Conseil a entamé une procédure de réexamen. Pendant que le Conseil procédait au réexamen, le titulaire de l'enregistrement "Aurora" a intenté une action en justice contre le Conseil en invoquant un outrage au tribunal pour ne pas s'être conformé à l'ordonnance de réexamen rendue par le tribunal. L'action pour outrage au tribunal a été rejetée et le propriétaire de l'enregistrement "Aurora" a reçu l'ordre de livrer les coupes au Conseil. Le Conseil délibère actuellement sur l'opportunité de révoquer le droit d'obteneur en raison de la non-fourniture des boutures demandées.

2. Coopération à l'examen

Pas de changement.

3. Situation dans le domaine administratif

Mme Rasaby a pris sa retraite le 31 décembre 2022. Notre nouvel agent administratif de la PBR est Mme Inbal Moshe.

4. Situation dans le domaine technique

Pas de changement.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)	Commentaires
1. "Qui se cache derrière le masque ?	3.2023	Instagram du ministère	Division de la communication, des médias et des relations publiques du ministère	Présentation et promotion des unités du ministère pendant la saison du carnaval	Le public israélien	
2. Journée mondiale de la propriété intellectuelle	27.4.2023	Liste de distribution du ministère	Bureau PBR	Promotion PBR		
3. Exposition Agro Mashov	5-6.9.2023	TLV EXPO, Tel Aviv, Israël	Groupe Mashov	PBR Promotion et participation	Entreprises agricoles locales, cultivateurs, etc.	Stand et représentation dans le pavillon du ministère
4. Réunion de l'IPAA	12.9.2023	Webinaire	Association des conseils en brevets d'Israël (IPAA)	Présentation du Conseil du droit d'obteneur, coopération et compréhension des difficultés liées à l'application du droit d'obteneur	Conseils en brevets locaux	

C/57/13  
Annexe VII, page 2

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)	Commentaires
5. Réunions avec les producteurs et les sélectionneurs	2023	Partout en Israël	Bureau PBR	Amélioration de la coopération entre les cultivateurs, les détenteurs de droits d'obtenteur et les sélectionneurs, et compréhension des difficultés liées à l'application des droits d'obtenteur.	Sélectionneurs et cultivateurs d'entreprises privées et publiques en Israël	

II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS INTÉRESSANT L'UPOV

Aucun.

[L'annexe VIII suit]

ANNEXE VIII

JAPON  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

Aucune remarque.

2. Coopération à l'examen

- Conclusion de nouveaux accords (prévus)

Le ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF) du Japon et l'US PVPO prévoient de conclure un accord général sur la coopération des examens en 2023.

Le MAFF du Japon, l'Organisation nationale de recherche agricole et alimentaire (NARO) du Japon et l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV) ont entamé des consultations en vue de conclure un accord d'examen technique selon lequel l'Office des variétés végétales du Japon effectue l'examen DHS de *Camellia sinensis* (L.) Kuntze pour le compte de l'OCVV.

Le MAFF et l'OCVV ont également entamé des consultations en vue de transférer à l'OCVV le rapport DHS existant pour *Camellia sinensis* (L.) Kuntze, *Podocarpus macrophyllus* (Thunb.) D. Don et six (6) espèces de champignons.

3. Situation dans le domaine administratif

- Système de Demandeur électronique

Le MAFF exploite un système national de demande électronique (système de portail intégré de données d'enregistrement des variétés (VIPS)) pour un outil en ligne pour aider à faire des demandes de protection des obtentions végétales (PVV) à l'Office des PVV depuis 2018 pour améliorer la commodité des demandeurs. Les Demandeurs peuvent soumettre leurs données de demande et le paiement des taxes pour les demandes et les enregistrements par voie électronique via le système en ligne. 1 664 demandes ont été déposées par l'intermédiaire de VIPS jusqu'au 31 mars 2023. VIPS fait l'objet d'une mise à jour du système afin d'être relié à UPOV PRISMA.

4. Situation dans le domaine technique

Après avoir entendu les avis du Conseil des matériaux agricoles, le ministre du MAFF avait déterminé et publié un avis public des caractéristiques importantes pour les principes directeurs d'examen nationaux (TG) pour 30 genres et espèces ont été élaborés ou révisés en 2022.

Le Service d'inspection néerlandais pour l'horticulture (Naktuinbouw) et le Centre pour les semences et les plants, NARO (NCSS) ont mené une activité conjointe pour développer un manuel d'étalonnage pour le test DHS. Un manuel pour la laitue a été mis à jour en tant que version 2 et a été publié sur leur site web. Le manuel pour 10 genres ou espèces est disponible sur leur site web et peut être utilisé comme outil de soutien pour les tests DHS dans d'autres pays.

[https://www.naro.go.jp/english/laboratory/ncss/dus\\_growing\\_test/index.html](https://www.naro.go.jp/english/laboratory/ncss/dus_growing_test/index.html)

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)	Commentaires
1. Séminaire international sur le système PVP	14 juillet 2022	Indonésie (moyens virtuels)	Ministère de l'agriculture de l'Indonésie	Sensibiliser au système de protection des obtentions végétales dans le cadre de la convention UPOV	Pays de l'ANASE plus trois, UPOV, SAMAE. Naktuinbouw, CIOFORA, APSA	<a href="http://eapvp.org/report-data/indonesia/ministry-of-agriculture-of-indonesia-held-eapvp-international-seminar-on-pvp-system/">http://eapvp.org/report-data/indonesia/ministry-of-agriculture-of-indonesia-held-eapvp-international-seminar-on-pvp-system/</a>
2. Cours de formation JICA 2022	Du 22 août au 5 octobre 2022	Japon (moyens virtuels)	JICA	Sensibiliser au système de protection des obtentions végétales dans le cadre de la convention UPOV	Bangladesh (2), Indonésie (2), Népal (2), Philippines (1), Thaïlande (1), Ouzbékistan (3), Viet Nam (1), Zambie (1)	
3. Présentation au Congrès asiatique des semences 2022	16 novembre 2022	Thaïlande (moyens virtuels)	APSA, Thaïlande	Offrir des avantages aux agriculteurs grâce à l'UPOV	Membres de l'APSA	
4. Réunion de présentation des informations actuelles sur le système UPOV	28 février 2023	Thaïlande (moyens virtuels)	Bureau du PVV de Thaïlande	Sensibiliser les obtenteurs, les semenciers, les instituts de recherche, etc. au système UPOV.	Sélectionneurs, semenciers, instituts de recherche et journalistes en Thaïlande	<a href="http://eapvp.org/report-data/thailand/meeting-to-intro-actual-info-about-the-upov-system/">http://eapvp.org/report-data/thailand/meeting-to-intro-actual-info-about-the-upov-system/</a>
5. Séminaire sur les avantages du système de protection des obtentions végétales de l'UPOV pour les agriculteurs et les cultivateurs	28 mars 2023	République démocratique populaire lao	Département de la propriété intellectuelle (DIP) de la République démocratique populaire lao	Sensibiliser au système de protection des obtentions végétales dans le cadre de la convention UPOV	DIP, MOIC, Ministère des forêts et de l'agriculture et Ministère des ressources naturelles et de l'environnement UPOV, OCVV	<a href="http://eapvp.org/report-data/lao/lao-seminar/">http://eapvp.org/report-data/lao/lao-seminar/</a>
6. Cours de formation JICA 2023	Du 12 juin au 1er septembre 2023	Japon	JICA	Sensibiliser au système de protection des obtentions végétales dans le cadre de la convention UPOV	Algérie (1), Cambodge (1), Indonésie (1), République démocratique populaire lao (1), Mauritanie (1), Népal (2), Philippines (1), Rwanda (1), Thaïlande (1), Viet Nam (1)	
7. 16 Réunion annuelle du Forum EAPVP	2 août 2023	République démocratique populaire lao	Département de la propriété intellectuelle (DIP) de la République démocratique populaire lao	Promouvoir les activités individuelles et/ou régionales concernant la protection des obtentions végétales	Pays de l'ANASE plus trois, UPOV, SAMAE Naktuinbouw, USPTO et MUSP	<a href="http://eapvp.org/report-data/lao/the-16th-east-asia-plant-variety-protection-forum-meeting/">http://eapvp.org/report-data/lao/the-16th-east-asia-plant-variety-protection-forum-meeting/</a>
8. Séminaire international	3 août 2023	République démocratique populaire lao	Département de la propriété intellectuelle (DIP) de la République démocratique populaire lao	Sensibiliser au système de protection des obtentions végétales dans le cadre de la convention UPOV	Pays de l'ANASE plus trois, UPOV, SAMAE Naktuinbouw, USPTO et MUSP	<a href="http://eapvp.org/report-data/lao/international-seminar-held-in-lao-pdr/">http://eapvp.org/report-data/lao/international-seminar-held-in-lao-pdr/</a>

II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS INTÉRESSANT L'UPOV

*Fonds en dépôt du gouvernement du Japon (JP-FIT)*

Le Japon a versé une contribution de 325 983 francs suisses sous la forme de fonds fiduciaires en 2022, destinée à soutenir l'activité du Secrétariat de l'UPOV visant à établir et à mettre en œuvre le système de protection des obtentions végétales dans la région asiatique par le biais d'activités telles que les suivantes :

- i. Réunions de consultation avec les responsables juridiques/techniques des pays concernés
- ii. Activités d'ateliers juridiques internationaux organisés par le Bureau de l'Union (par exemple, atelier sur l'élaboration d'une législation conforme à la Convention UPOV)
- iii. ateliers nationaux de sensibilisation à la protection des obtentions végétales dans les pays asiatiques
- iv. Ateliers internationaux sur la protection des obtentions végétales dans le cadre de la Convention UPOV
- v. Réunions annuelles du forum sur la protection des obtentions végétales en Asie de l'Est (EAPVP)

## ANNEXE IX

KENYA  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

## PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

## 1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

Au Kenya, la protection des obtentions végétales est régie par la loi sur les semences et les variétés végétales (CAP 326) de 1972, qui est entrée en vigueur en 1975 et a été révisée en 1991. Des règlements officiels visant à guider la mise en œuvre du service de protection des obtentions végétales ont été mis en place en 1994 et le bureau chargé d'administrer la protection des obtentions végétales a été créé en 1997 et fonctionne sous l'égide du Kenya Plant Health Inspectorate Service (KEPHIS) depuis 1998. Le Kenya a adhéré à la Convention UPOV de 1978 le 13 mai 1999. En 2012, la loi sur les semences et les variétés végétales a été modifiée pour intégrer des éléments de la Convention UPOV de 1991. Le 11 avril 2016, le Kenya a déposé l'instrument d'adhésion à la Convention UPOV de 1991, le Kenya est désormais lié par la Convention UPOV de 1991 à compter du 11 mai 2016. Actuellement, le Kenya est en train de réviser les règlements sur les droits d'obteneur afin de faciliter la mise en œuvre de l'exemption facultative.

## 1.2 Genres et espèces couverts

Le Kenya étend la protection des obtentions végétales à tous les genres et espèces de plantes. À l'heure actuelle, quatre-vingt-onze (91) taxons d'espèces végétales sélectionnées ont été enregistrés en vue de leur protection dans le pays.

## 1.3 Jurisprudence

En vertu de la loi kenyane sur les semences et les variétés végétales, les demandes de droits d'obteneur doivent être publiées dans le journal officiel du Kenya, afin de permettre à ceux qui s'opposent à toute demande ou à l'octroi de droits de formuler des objections et de présenter des observations à l'agent habilité - KEPHIS. L'agent habilité décide de l'audition de ces observations, mais tout demandeur lésé par la décision de l'agent habilité peut faire appel auprès du Tribunal des semences et des plantes et, s'il est encore lésé par la décision du Tribunal, faire appel en dernier ressort auprès de la Haute Cour.

2. Coopération à l'examen

Conformément à l'article 32 de l'UPOV relatif aux accords spéciaux, le bureau de la protection des obtentions végétales au Kenya a entamé une coopération internationale avec d'autres États membres de l'UPOV et organisations intergouvernementales en vue de l'utilisation des rapports d'examen DHS existants, notamment,

- Communauté européenne - Office communautaire des variétés végétales
- Raad Voor Plantrassen (Conseil des variétés végétales) - Pays-Bas
- Le Conseil des droits des obtenteurs - Israël
- Commissaire à la protection des obtentions végétales - Nouvelle-Zélande
- Le greffier, Département national de l'agriculture - Afrique du Sud
- Bundessortenamt - Allemagne
- Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA) - Royaume-Uni
- Division des nouvelles entreprises et de la propriété intellectuelle Bureau des affaires de l'industrie alimentaire - Japon
- Korea Seed and Variety Services, République de Corée
- Division de la propriété intellectuelle, alimentation, Bureau des affaires industrielles - Japon

### 3. Situation dans les domaines administratifs

La structure administrative, les procédures et les systèmes du bureau de la protection des obtentions végétales au Kenya restent les mêmes, mais les demandes de droits d'obteneur peuvent être effectuées en ligne. Le Kenya a adopté l'outil de demande UPOV PRISMA pour tous les genres et espèces. Le Kenya a automatisé son système de protection des obtentions végétales, où toutes les procédures de protection des obtentions végétales sont en ligne.

### 4. Situation dans le domaine technique

#### 4.1 Demande et octroi des droits d'obteneur

Depuis la création jusqu'à la fin de 2022 du bureau de la PVV au Kenya, un total de 1959 demandes ont été reçues par les droits d'obteneurs et 866 droits d'obteneurs ont été accordés.

#### 4.2. L'examen DHS

L'Office mène des examens DHS pour le pois d'Angole, le maïs, le millet, le sorgho, la pomme de terre, le blé, les pâturages, les haricots, la chicorée, le teff, le coton, les fleurs de Solidago et les fleurs de veronica. Des lignes directrices nationales ont été élaborées pour certaines de ces cultures.

### 5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Le bureau de la PVV au Kenya a participé activement à un certain nombre d'activités de promotion de la protection des obtentions végétales dans le pays et dans la région Afrique. Certaines de ces activités promotionnelles sont les suivantes

- Séminaires de diffusion sur la sensibilisation aux services de PVP dans le pays. Ces séminaires s'adressent aux institutions nationales de recherche agricole, aux universités, aux décideurs politiques, au personnel de vulgarisation agricole ainsi qu'à l'ensemble des communautés agricoles.
- L'office collabore avec d'autres secteurs de l'agriculture pour veiller à ce que les règlements d'exploitation soient conformes à la loi sur les semences et les variétés végétales et, par extension, à la Convention UPOV.
- Le Bureau a également participé à la familiarisation des délégations du Burundi, de Djibouti, du Mozambique, de la République démocratique du Congo, du Sud-Soudan et de la Somalie avec le système kenyan de protection des obtentions végétales.

Toute correspondance doit être adressée à

Le directeur général  
Service d'inspection phytosanitaire du Kenya  
Siège, Oloolua Ridge, Karen  
P. O. Box 49592-00100, Nairobi  
Tél. +254 20 3597201 ou +254 20 3597203  
Cellulaire : +254 723 786 779 ou +254 733 874 141  
Courriel : [director@kephis.org](mailto:director@kephis.org)  
Site web : [www.kephis.org](http://www.kephis.org)

[L'annexe X suit]

LITUANIE  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

- Loi sur la protection des obtentions végétales de la République de Lituanie n° IX-618 du 22 de novembre 2001, modifiée en dernier lieu le 15 d'avril 2021 ;
- Règlement n° 1458 du gouvernement de la République de Lituanie du 15 décembre 2000, concernant les taux de redevance ;
- Ordonnance n° A1-50 du directeur du service national des plantes relevant du ministère de l'agriculture du 8 d'août 2010, relative à l'approbation du formulaire de demande de protection des obtentions végétales ;
- Ordonnance n° 3 D-371 du ministre de l'agriculture de la République de Lituanie du 23 juin 2004, concernant la rémunération.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Conformément aux modifications apportées à la loi sur la protection des obtentions végétales de la République de Lituanie le 26 d'avril 2012, les variétés de tous les genres et espèces de plantes peuvent être protégées en République de Lituanie.

1.3 La jurisprudence

Il n'y avait pas de jurisprudence relative à la protection des obtentions végétales en Lituanie en 2022.

2. Coopération à l'examen

Deux accords ont été signés concernant la coopération en matière d'examens en Lituanie :

- L'accord bilatéral du 11 août 2000 avec le Centre de recherche polonais pour les essais de cultivars (COBORU) concernant la réalisation d'essais DHS a été modifié le 14 novembre 2012 par l'accord administratif n° 1/2012/19T-247 ;
- L'accord n° 10 avec l'Office fédéral des variétés végétales (Bundessortenamt), Allemagne, concernant la transmission des résultats de l'examen technique pour les essais DHS du 30 de juin 2006, a été modifié le 18 d'octobre 2010, par l'accord n° 19T-98.

3. Situation dans le domaine administratif

La division des obtentions végétales du service national des plantes, qui dépend du ministère de l'agriculture de la Lituanie, est également chargée de l'examen, de l'inscription et de la protection juridique des variétés végétales.

La Commission d'évaluation des demandes de protection des variétés approuvée par l'arrêté n° A1-141 du directeur du Service national des végétaux relevant du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie le 6 de mai 2011, a été modifiée le 9 octobre 2020, par l'arrêté du directeur du Service national des végétaux relevant du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie n° A1-489.

L'octroi de la protection des obtentions végétales est approuvé par l'ordonnance du directeur du service national des végétaux relevant du ministère de l'agriculture de la République de Lituanie.

Les procédures et le système de protection des obtentions végétales sont définis par la loi sur la protection des obtentions végétales de la République de Lituanie.

4. Situation dans le domaine technique

Les examens DHS sont effectués par le Centre polonais de recherche pour les essais de cultivars (COBORU) conformément à un accord administratif n° 1/2012/19T-247, modifié 14 de novembre 2012, ou par l'autre service compétent de l'Union européenne à la demande de l'obteneur.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)
Réunion administrative de l'OCVV	27 d'avril 2022	France, Angers	OCVV	Discuter des principales questions relatives à la protection des obtentions végétales	
Séminaire de l'OCVV sur la protection des obtentions végétales : durabilité, innovation et croissance dans l'Union européenne	28 d'avril 2022	France, Angers	OCVV	Discuter des principales questions relatives à la protection des obtentions végétales	Commission européenne, OCVV, UPOV, Parties contractantes, observateurs et organisations
Réunion virtuelle du Comité administratif et juridique de l'UPOV	8 de novembre 2022	Genève, Suisse	UPOV	Discuter des principales questions relatives à la protection des obtentions végétales	UPOV, Commission européenne, OCVV, Parties contractantes, observateurs et organisations

Le bulletin d'information sur les droits d'obteneur et la liste nationale des variétés végétales n° 1 (37) du Service national des végétaux relevant du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie a été publié le 20 de janvier 2022, et le n° 2 (38) - le 1 de juin 2022.

II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS INTÉRESSANT L'UPOV

La liste nationale lituanienne des variétés végétales 2022 a été approuvée par l'arrêté n° A1-123 du directeur du service national des plantes relevant du ministère de l'agriculture de la République de Lituanie le 4 de mars 2022. Le matériel de multiplication de chaque variété végétale enregistrée de chaque espèce végétale peut être certifié conformément aux exigences obligatoires, préparées respectivement par les directives de l'UE.

[L'annexe XI suit]

## ANNEXE XI

MEXIQUE  
(Langue originale : espagnol)

*Cette traduction a été réalisée à l'aide d'une traduction automatique et son exactitude ne peut être garantie. Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

## PROTECTION DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES

Situation dans le domaine législatif

Le Mexique est partie à la convention UPOV depuis août 1997 et la législation actuelle est conforme à la loi UPOV de 1978. Toutefois, ces dernières années, des propositions de modification de la loi fédérale de 1996 sur les variétés végétales ont été élaborées.

Extension de la protection à d'autres genres et espèces (mise en œuvre ou prévue) : depuis la publication de la législation, le Mexique offre une protection à tous les genres et espèces.

Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateurs	Objectif de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chaque pays/organisation)	Commentaires
1. cours : gestion de la diversité génétique agricole, enregistrement des innovations végétales et production de semences	28 janvier au 25 février 2023	Colegio de Postgraduados - Campus Montecillo, Texcoco, Mexique	Service national d'inspection et de certification des semences et Collège universitaire supérieur	Fournir le contexte technique et administratif nécessaire à la gestion de la diversité génétique agricole, à l'enregistrement des innovations végétales et à la production de semences.	Mexique	En raison de l'intérêt des participants à l'atelier, il est proposé de poursuivre la formation continue des étudiants et des enseignants-chercheurs du Collège.
2. Cours : Gestion de la diversité génétique agricole, enregistrement des innovations végétales et production de semences	2 au 4 mai 2023	Université polytechnique Francisco I. Madero, Hidalgo, Mexique	Service national d'inspection et de certification des semences et l'Université polytechnique d'Amsterdam.	Fournir le contexte technique et administratif nécessaire à la gestion de la diversité génétique agricole, à l'enregistrement des innovations végétales et à la production de semences.	Mexique	Compte tenu de l'intérêt des participants à l'atelier, il est proposé de poursuivre la formation continue des étudiants, des enseignants et des chercheurs de l'université.
3. atelier : enregistrement des variétés végétales au Mexique	14 et 15 juin 2023	Modalité en ligne : par le biais de la plateforme meet.	Servicio Nacional de Inspección y Certificación de Semillas et Asociación Mexicana de Semilleros A.C.	Fournir aux entreprises chargées de la rédaction des demandes la base technique et administrative nécessaire au dépôt des demandes de protection des obtentions végétales.	Mexique	Compte tenu de l'intérêt des entreprises pour les thèmes abordés lors de l'atelier, il est proposé de poursuivre la formation continue des entreprises.

ANNEXE XII

NOUVELLE-ZÉLANDE  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

## PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

### 1. Situation dans le domaine législatif

#### **Une nouvelle loi**

Le projet de loi sur la protection des variétés végétales a été adopté en troisième lecture le 16 novembre 2022 et a reçu la sanction royale le 18 novembre, devenant ainsi la loi sur la protection des variétés végétales de 2022 ("la nouvelle loi").

**La loi de 2022 sur la protection des variétés végétales** et le **règlement de 2022 sur la protection des variétés végétales** sont disponibles sur le site internet de la législation de Nouvelle-Zélande [www.legislation.govt.nz](http://www.legislation.govt.nz).

La nouvelle loi crée un nouveau régime moderne de protection des obtentions végétales (PVR) qui répond aux responsabilités envers les Māori en vertu du traité de Waitangi. En outre, elle permet à la Nouvelle-Zélande de respecter ses obligations en matière de commerce international dans le cadre de l'Accord global et progressif pour le partenariat transpacifique (CPTPP).

La nouvelle loi et ses règlements sont entrés en vigueur le 24 janvier 2023, à l'exception de la sous-partie 3 de la partie 5 de la nouvelle loi. Les principaux changements sont les suivants :

La loi de 2022 sur la protection des obtentions végétales mettra en œuvre des droits exclusifs étendus prévus par l'UPOV 91, notamment :

- L'extension des droits à la commercialisation, à l'exportation, à l'importation et au conditionnement des matériels de multiplication.
- L'extension de ces droits aux "variétés essentiellement dérivées".
- L'extension de ces droits au matériel récolté, dans certaines situations.
- Le maintien des dispositions existantes en matière de semences de ferme, en raison de l'exemption des semences de ferme de la couverture des nouveaux droits.
- La mise en œuvre d'un test d'intérêt public pour les licences obligatoires.

La nouvelle loi mettra en œuvre des changements conformément aux recommandations du rapport Wai 262, notamment la création d'un comité Māori des variétés végétales. Ce comité favorisera un engagement précoce entre les obtenteurs d'espèces végétales indigènes et les kaitiaki, évaluera l'impact d'une subvention de PVR sur les relations avec les kaitiaki et déterminera si certaines demandes doivent ou non être traitées.

#### **Taxes sur la protection des obtentions végétales**

Conformément à l'entrée en vigueur du nouveau Plant Variety Rights Act 2022 et de ses règlements, un nouveau barème de taxes est également entré en vigueur le 24 janvier 2023. Les nouvelles taxes sont disponibles sur le site [Plant Variety Rights fees | Intellectual Property Office of New-Zélande \(iponz.govt.nz\)](http://Plant Variety Rights fees | Intellectual Property Office of New-Zélande (iponz.govt.nz)).

Le nouveau barème des taxes découle d'un examen du coût actuel des services fournis par l'IPONZ par l'intermédiaire de l'Office de protection des obtentions végétales. Plusieurs questions ont été examinées en relation avec ces nouvelles taxes, y compris, mais sans s'y limiter, les suivantes :

- Les taxes sur les droits d'obteneur ont été révisées pour la dernière fois en 2002, et l'augmentation des coûts dans l'intervalle a entraîné des déficits annuels importants pour l'Office des droits d'obteneur.
- L'IPONZ a rédigé une série de propositions de modifications des frais de PVR sur la base des commentaires des professionnels de l'industrie et des contacts. Le public a été invité à se prononcer sur ces propositions de modification entre le 13 avril et le 20 mai 2022.
- Certaines nouvelles dispositions de la nouvelle loi ont des implications sur les coûts et les frais.

Après avoir pris en compte tous les éléments susmentionnés, un ensemble révisé de propositions de modifications des taxes a été présenté au Cabinet pour approbation. Ces changements ont été approuvés par le Comité de législation du Cabinet le 15 décembre 2022 et sont entrés en vigueur avec la loi de 2022 sur la protection des variétés végétales et le règlement de 2022 sur la protection des variétés végétales.

## 2. Coopération à l'examen

La Nouvelle-Zélande continue d'acheter des rapports d'essai aux États membres, pour certaines espèces, en fonction des besoins, en vertu des dispositions générales de la convention. La Nouvelle-Zélande continue de fournir gratuitement un rapport d'essai à la demande d'une autorité.

En 2022, douze (12) rapports de tests étrangers ont été utilisés pour des décisions relatives aux droits de la Nouvelle-Zélande et dix-neuf (19) rapports de tests ont été fournis à des autorités étrangères.

## 3. Situation dans le domaine administratif

Au cours de l'exercice allant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, 98 demandes de protection des variétés végétales ont été acceptées (augmentation de 5% par rapport à l'année précédente), 101 concessions ont été délivrées (augmentation de 27% par rapport à l'année précédente) et 73 concessions ont pris fin (diminution de 5% par rapport à l'année précédente). Au 30 juin 2023, il y avait 1316 titres valides, soit une augmentation de 17% par rapport à l'année précédente.

Une étude visant à déterminer la valeur économique, d'innovation et de bien public de la protection des obtentions végétales en Nouvelle-Zélande a débuté en mai 2023 et se terminera plus tard en août 2023. L'objectif de l'étude est de collecter des données et des informations sur l'impact de la protection des obtentions végétales et les résultats seront utilisés pour le développement futur du système.

## 4. Situation dans le domaine technique

Les collections de variétés de pommes, de pêches et de prunes ont été gravement touchées par le cyclone Gabrielle qui a frappé l'est de l'île du Nord en février 2023. De nombreux arbres ont été renversés et les inondations ont causé des problèmes de racines et de sol. Un plan a été mis en place pour reconstruire la collection au cours des prochaines années. Il est admis que cela prendra un certain temps et qu'il sera peut-être difficile de se procurer des arbres de certaines variétés.

Les demandes concernant de nouvelles espèces telles que *Hoya* et *Peperomia* ont nécessité des approches flexibles en matière d'examen et d'essai. Dans le cas du *Hoya*, les variétés ont été sélectionnées en Nouvelle-Zélande et ont nécessité l'élaboration de protocoles d'essai nationaux, tandis que pour les variétés de *Peperomia*, les essais avaient déjà été effectués par une autre autorité et des rapports d'essai étrangers étaient disponibles. L'examen de nouvelles espèces peut nécessiter des compétences et des ressources spécifiques qui peuvent ou non être disponibles au niveau national. Les options de la Nouvelle-Zélande en matière de modalités d'essai sont flexibles et constituent un avantage pour ces situations.

## 5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)	Commentaires
Formation nationale à l'examen DHS	10-11 mai 2023	Christchurch, Nouvelle-Zélande	Office de la propriété intellectuelle de Nouvelle-Zélande	Formation et information pour l'examen DHS	Nouvelle-Zélande (16) et Australie (2)	Une activité nationale avec l'ajout d'examineurs d'IP Australie

[L'annexe XIII suit]

ANNEXE XIII

POLOGNE  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

Période : 1er septembre 2022 - 30 août 2023

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

La loi du 26 juin 2003 sur la protection juridique des obtentions végétales (texte consolidé : JO de 2021, point 213) constitue la base juridique du système national de protection des droits d'obtenteur en Pologne.

La loi polonaise sur la protection des obtentions végétales est basée sur l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. Depuis le 1er novembre 2000, tous les genres et espèces de plantes peuvent bénéficier de la protection du droit d'obtenteur en Pologne.

En ce qui concerne les taxes, le décret du ministre de l'agriculture et du développement rural du 17 février 2004 sur les taux des taxes pour le dépôt d'une demande de protection des droits d'obtenteur, l'examen DHS ainsi que pour l'octroi et le maintien des titres de droit exclusif (JO n° 60 de 2004, rubrique 567 ; JO de 2015, rubrique 2166) est en vigueur.

La Pologne est devenue membre de l'UPOV le 11 novembre 1989 et a adhéré à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV en tant que vingt-quatrième État, le 15 août 2003.

2. Coopération à l'examen

Le Centre de recherche pour les essais de cultivars (COBORU) de Słupia Wielka poursuit sa coopération dans le domaine de l'examen technique avec différents pays.

Nous avons signé des accords bilatéraux sur l'examen DHS avec la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie. Des accords unilatéraux sont en vigueur avec l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovénie et l'Ukraine.

Au cours de la période considérée, la Pologne a effectué des examens DHS pour les autorités des pays suivants : Allemagne (3 variétés), Autriche (6 variétés), Belgique (5 variétés), Croatie (3 variétés), Espagne (1 variété), Finlande (5 variétés), France (1 variété), République tchèque (8 variétés), Hongrie (23 variétés), Lettonie (11 variétés), Lituanie (39 variétés), Royaume-Uni (1 variété), Suède (2 variétés), Suisse (19 variétés) ainsi que pour l'OCVV (102 variétés).

Ces tests ont été effectués pour les différentes espèces de plantes agricoles (116 variétés), potagères (19 variétés), ornementales (80 variétés) et fruitières (32 variétés).

Au total, 247 variétés ont été testées dans le cadre d'une commande des autorités susmentionnées.

Comme les années précédentes, certaines autorités, à savoir : Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, OCVV, Croatie, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Iran, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Serbie, Espagne, Suède, Suisse, Türkiye et Royaume-Uni ont repris les résultats de l'examen technique du COBORU, afin de fonder leurs décisions pour leurs propres procédures.

La Pologne a participé activement aux travaux d'élaboration des protocoles techniques lors des réunions organisées par l'OCVV.

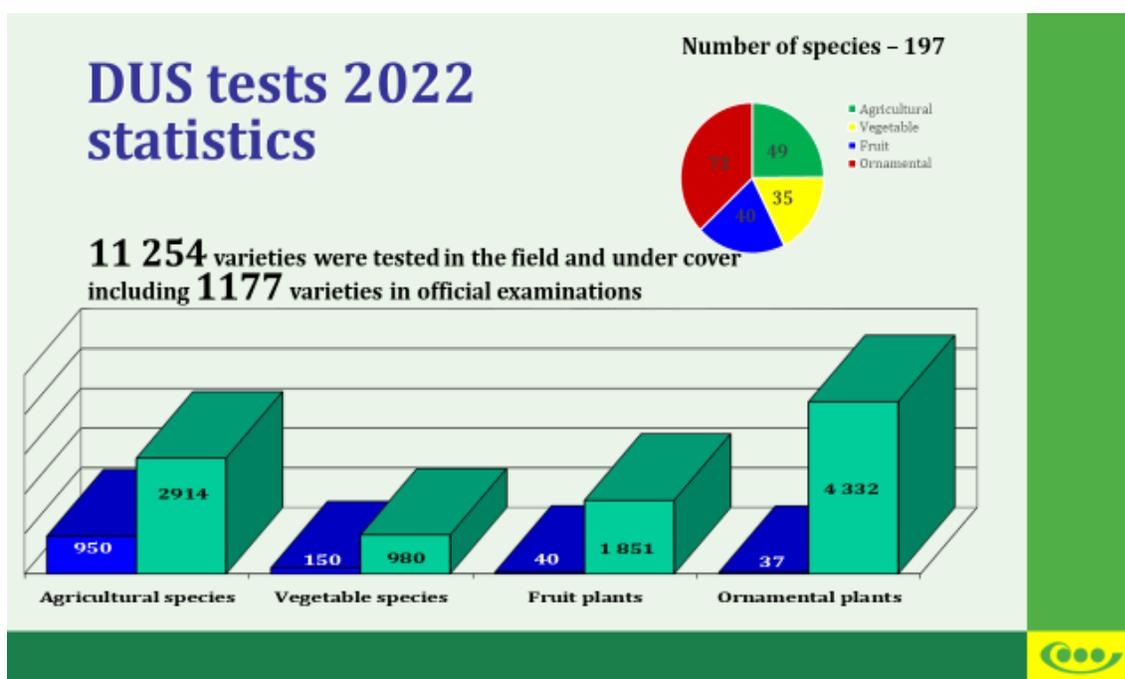
3. et 4. Situation dans les domaines administratif et technique

L'activité d'expérimentation variétale du COBORU dans le domaine de l'examen DHS se déroule dans 12 stations expérimentales d'essais variétaux réparties sur l'ensemble du territoire.

En 2022, 11 254 variétés au sein de 197 espèces végétales ont été testées (ce qui inclut 10 077 variétés de la collection de référence vivante et 1 177 variétés candidates).

Le nombre de variétés testées en Pologne, par secteur végétal, est indiqué dans le graphique ci-dessous.

Nombre de variétés faisant l'objet d'un examen DHS en 2022



En 2022, le COBORU a reçu au total 116 demandes de protection nationale du droit d'obtenteur, ce qui constitue une diminution de 7 demandes par rapport à l'année précédente.

Du 1er janvier au 30 août 2023, 81 nouvelles demandes, dont 57 nationales et 24 étrangères, ont été déposées en vue de l'obtention du droit d'obtenteur national. Ce nombre est supérieur de 3 demandes à celui observé au cours de la période précédente (78).

En 2022, le directeur du COBORU a accordé 65 titres de protection nationale (23 titres de moins qu'en 2021). À la fin de l'année 2022, il y avait 1317 titres de protection nationale en vigueur, ce qui représente une augmentation de 4 variétés par rapport à l'année précédente.

Au cours de la période allant du 1er janvier au 30 août 2023, 56 titres de protection nationale du droit d'obtenteur ont été accordés. Au total, 1 328 variétés sont protégées en Pologne (au 30 août 2023).

Les détails des statistiques sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Dans la colonne "Titres ayant cessé", 13 variétés pour lesquelles - au cours de la période rendue - le droit d'obtenteur national a expiré sont incluses.

Plante Espèces	Demandes pour le droit d'obtenteur 1.01. - 30.08.2023			Subventions du droit d'obtenteur 1.01. - 30.08.2023			Titres ayant cessé	Titres en vigueur au 30.08.2023
	domestique	étranger	ensemble	domestique	étranger	ensemble		
Agriculture	24	3	27	25	1	26	14	740
Légumes	5	1	6	9	1	10	3	214
Ornementale	13	19	32	9	6	15	18	255
Fruits	15	1	16	4	1	5	10	119
<b>Total</b>	<b>57</b>	<b>24</b>	<b>81</b>	<b>47</b>	<b>9</b>	<b>56</b>	<b>45</b>	<b>1328</b>

#### 5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Des représentants de la Pologne participent régulièrement aux sessions des organes de l'UPOV et aux groupes de travail techniques de l'UPOV.

En outre, les représentants polonais participent aux réunions du Comité permanent de l'OCVV DG SANTE, Bruxelles, ainsi qu'aux réunions du Conseil d'administration de l'OCVV.

Au cours de la période considérée, le cours d'enseignement à distance de l'UPOV intitulé "Introduction au système UPOV de protection des obtentions végétales en vertu de la Convention UPOV" (DL-205) a été suivi avec succès par un expert du COBORU.

#### *Publications*

Tous les deux mois, le COBORU publie la *Gazette polonaise des droits d'obtenteur et de la liste nationale* (Diariusz), qui contient des informations détaillées sur les systèmes nationaux de protection des droits d'obtenteur et de liste nationale.

La liste des variétés protégées par des droits d'obtenteur nationaux (y compris les droits d'obtenteur provisoires), au 30 juin 2023, a été publiée dans le troisième numéro de la *Gazette polonaise des droits d'obtenteur et de la liste nationale*, à savoir le n° 3(176)2023.

Le Journal officiel peut également être consulté sur notre site web, dans la section : *Publications*.

En outre, le Centre de recherche pour les essais de cultivars gère et met à jour systématiquement une page d'accueil [www.coboru.gov.pl](http://www.coboru.gov.pl) qui contient les informations officielles sur les questions relatives à la protection des obtentions végétales en Pologne.

Au cours de la période de référence, le COBORU a participé aux activités promotionnelles suivantes :

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)
CPVO - AEM 2022 OCVV - TW sur le maïs 2022	27-29.09.2022	Kraków, Przeclaw, Pologne	OCVV, COBORU	Réunion des offices d'examen mandatés	PL : 10 Total : 60
Visite de la direction de UKZUZ (CZ)	4-5.10.2022	Stupia Wielka, Pologne	COBORU, UKZUZ	Réunion de travail	PL : 15 CZ : 3
Réunion de lancement de l'Eradication de la vie	17-22.10.2022	Zagreb, Croatie	FIBL (CH)	Réunion de lancement	PL : 2 Total : 60
Réunions sur les projets de jumelage de l'UE : BA 18 IPA AG 03 19 pour la Bosnie-Herzégovine	16-20.10.2022	Bosnie-Herzégovine	Commission européenne	Mission du projet	PL : 2 BA : 4 IT : 2 Total : 20
IPM ESSEN 2023	24-27.01.2023	Essen, Allemagne	IPM	Promotion du bureau du PVP PL après avoir reçu un nouveau mandat de l'OCVV (garden roses)	PL : 5 DE : 5 NL : 6 FR : 2 OCVV : 1 Total : 54000 (visiteurs)

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)
Visite du président de l'OCVV	18-21.04.2023	Pologne (plusieurs sites)	OCVV, COBORU	Visite de travail du nouveau président de l'OCVV	OCVV : 3 PL : 7 Total : 200
116 Concours international de roses	15.06.2023	Paris, France	Jardins de Bagatelle à Paris, France	Promotion du bureau du PVP PL après avoir reçu un nouveau mandat de l'OCVV (garden roses)	PL : 3 Total : 150
Visite de la délégation NEBIH (HU)	19-21.07.2023	Pologne (plusieurs sites)	COBORU, NEBIH	Réunion de travail	PL : 11 HU : 3
Réunions du projet Twinning : UA 19 ENI HE 01 20 pour l'Ukraine	24.02.2023 16.05.2023 10.08.2023 16.08.2023	En ligne En ligne En ligne En ligne	Commission européenne, SPPS - Lettonie, UIBOR - Ukraine, Ministère des affaires étrangères de la République de Pologne	Comité de pilotage : Compte rendu trimestriel Comité de pilotage : Compte rendu trimestriel Comité de pilotage : Compte rendu trimestriel Réunion de travail	PL : 2 Total : 17 (chaque réunion de pilotage)

## II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS PERTINENTS POUR L'UPOV

La liste nationale polonaise des *variétés végétales agricoles*, la *liste nationale polonaise des variétés végétales potagères* et la *liste nationale polonaise des variétés végétales fruitières* ont été publiées en mai 2023. Ces listes officielles ainsi que les listes actualisées des variétés sont également disponibles à l'adresse suivante : [www.coboru.gov.pl](http://www.coboru.gov.pl)

[L'annexe XIV suit]

ANNEXE XIV

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application - Pas de changement.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Selon la loi n° 39-XVI/2008 sur la protection des obtentions végétales, la protection est offerte aux variétés de tous les genres et espèces botaniques, y compris les hybrides entre genres et espèces.

1.3 La jurisprudence

Il n'y a pas de précédent en ce qui concerne la protection des droits des obtenteurs.

2. Coopération à l'examen

Utilisation du rapport d'examen DHS existant proposé par :

- OCVV
- GEVES, FR
- ÚKSÚP v Bratislave, SK
- CREA Consiglio per la Ricerca in Agricoltura e l'analisi dell'economia agraria, IT
- Bundessortenamt, DE

3. Situation dans le domaine administratif

- Changements dans la structure administrative - Pas de changement.
- Changements dans les procédures et les systèmes de bureau - Aucun changement.

*Changements dans le système de procédure et de protection*

1 lignes directrices nationales ont été élaborées pour les tests :

- *Chaenomeles japonica* (Thunb.) Lindl. ex Spach- MTG/26/1

*Statistiques*

Au cours de la période allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 :

- **21** demandes ont été reçues (**18** pour des Demandeurs nationaux et **3** pour des Demandeurs étrangers), comme suit :

Maïs (*Zea mays* L.) - 4  
Blé (*Triticum aestivum* L.) - 3  
Pomme (*Malus domestica* Borkh) - 2  
Tomate (*Solanum lycopersicum* L.) - 4  
Cerise de Chine (*Prunus tomentosa* Thunb.) - 1  
Soja (*Glycine max* (L.) Merr.) - 1  
Galéga orientale (*Galega orientalis* Lam.) - 1  
Macleaya cordata (*Macleaya cordata* (Willd.) R. Br.) - 1  
Vigne (*Vitis vinifera* L.) - 1

Thym citron (*Thymus x citriodorus* (Pers.) Schreb.) - 1  
Basilic (*Ocimum basilicum* L.) - 1  
Menthe verticillée (*Mentha x verticillata* L.) - 1

- 14 brevets pour des variétés végétales ont été délivrés (7 pour des Demandeurs nationaux et 7 pour des Demandeurs étrangers), comme suit :

Orge (*Hordeum vulgare* L.) - 1  
Kniphofia (*Kniphofia nelsonii* Mast.) - 1  
Maïs (*Zea mays* L.) - 2  
Avoine (*Avena sativa* L.) - 1  
Porte-greffe de prunus (*Prunus* L.) - 3  
Sauge (*Salvia sclarea* L.) - 1  
Cerise douce (*Prunus avium* L.) - 1  
Blé (*Triticum aestivum* L.) - 4

4. Situation dans le domaine technique

Pas de changement.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

L'AGEPI tient régulièrement à jour le site web [www.agepi.gov.md](http://www.agepi.gov.md), où l'on peut accéder à la législation nationale dans le domaine de la protection des obtentions végétales, ainsi qu'aux formulaires de demande de brevet de variété végétale et à des informations connexes utiles pour les déposants et les obtenteurs, disponibles en roumain, en russe et en anglais.

Le matériel d'information relatif à la protection des obtentions végétales est distribué dans le cadre des différentes activités organisées par l'AGEPI ou auxquelles l'AGEPI participe, telles que des séminaires, des campagnes de sensibilisation à la propriété intellectuelle et des expositions.

Depuis 2016, la République de Moldova, représentée par l'AGEPI, est un membre participant du projet de l'UPOV sur l'élaboration d'un formulaire de demande électronique UPOV PRISMA. Les informations connexes sur la procédure de protection des obtentions végétales au moyen du formulaire de demande électronique UPOV PRISMA sont accessibles sur le site Web [www.agepi.gov.md](http://www.agepi.gov.md).

[L'annexe XV suit]

ANNEXE XV

ROYAUME-UNI  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

Après deux ans de travail acharné de la part de toutes les parties, le Royaume-Uni a étendu l'application de sa ratification de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV à la dépendance de la Couronne de l'île de Man en avril de cette année.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Le Royaume-Uni a entamé des travaux visant à prolonger de 25 à 30 ans la durée des droits d'obtenteur pour l'espèce asperge et les groupes d'espèces bulbes à fleurs, petits fruits ligneux et plantes ornementales ligneuses. Ces travaux n'en sont qu'à leurs débuts et ne devraient pas être achevés avant 2025 au plus tôt.

1.3 La jurisprudence

Aucun élément nouveau.

2. Coopération à l'examen

Aucun élément nouveau.

3. Situation dans le domaine administratif

Le 1er juillet 2023, le Royaume-Uni a augmenté ses redevances pour l'inscription des variétés végétales en Grande-Bretagne et en Irlande, et les droits d'obtenteur. Les services des variétés végétales et des semences fonctionnent conformément à la politique du gouvernement du Royaume-Uni en matière de redevances (Managing Public Money, HM Treasury, mars 2022), et applique donc une approche de recouvrement intégral des coûts afin que les coûts soient correctement supportés par les utilisateurs qui bénéficient d'un service. La modification des frais reflète cette politique et fait suite à une période d'engagement de six semaines avec les parties prenantes à travers la Grande-Bretagne et l'Irlande. Les frais d'administration d'une demande combinée de liste de variétés et de droits d'obtenteur s'élèvent désormais à 598 livres sterling (contre 450 livres sterling auparavant), et les frais d'administration d'un VCU s'élèvent désormais à 173 livres sterling. De plus amples informations sur les taxes DHS pour les différentes espèces sont disponibles sur le site web du gouvernement du Royaume-Uni : [Fees for national listing and plant breeders' rights - GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/collections/fees-for-national-listing-and-plant-breeders-rights).

4. Situation dans le domaine technique

Aucun élément nouveau.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Aucun élément nouveau.

II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS INTÉRESSANT L'UPOV

En mars de cette année, l'Angleterre a adopté la loi de 2023 sur les technologies génétiques (Precision Breeding). Cette loi couvre la dissémination dans l'environnement et la commercialisation de plantes et d'animaux qui ont été développés à l'aide de techniques biotechnologiques modernes, telles que l'édition de gènes, alors que les changements génétiques auraient pu se produire naturellement ou par le biais de méthodes de sélection traditionnelles. Les quatre principaux changements politiques introduits par la loi sont les suivants :

- (a) Soustraire les plantes et les animaux élevés avec précision aux exigences réglementaires applicables aux organismes génétiquement modifiés (à l'exclusion de celles relatives aux microbes, aux substances organiques et à l'utilisation en milieu confiné).
- (b) L'introduction de deux systèmes de notification à des fins de recherche et de commercialisation, dans le cadre desquels les obtenteurs et les chercheurs devront effectuer des notifications.
- (c) établir un système réglementaire proportionné pour la commercialisation des animaux élevés avec précision afin de garantir le bien-être des animaux.
- (d) Établir une nouvelle procédure d'autorisation fondée sur la science pour les produits destinés à l'alimentation animale mis au point à l'aide d'organismes sélectionnés avec précision.

L'introduction de cette loi sera progressive et des travaux sont déjà en cours pour garantir que la culture commerciale de plantes à pain de précision ou la vente de denrées alimentaires sélectionnées avec précision soient possibles dans un avenir proche.

[L'annexe XVI suit]

ANNEXE XVI

SERBIE  
(septembre 2022 - septembre 2023)  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application

Il n'y a pas eu de changement.

- d'autres modifications, y compris en ce qui concerne les redevances

Les nouvelles taxes liées aux droits d'obteneur sont publiées dans la loi sur les taxes administratives ("Journal officiel de la RS", n° 54/23 - texte consolidé), qui sont en vigueur depuis le 1er juillet 2023.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)

Tous les genres et espèces de plantes font l'objet d'une protection en vertu de la loi sur la protection des droits d'obteneur ("Journal officiel de la RS", n° 41/2009 et 88/2011).

2. Coopération à l'examen

3. Situation dans le domaine administratif

- Changements dans la structure administrative

La structure administrative n'a pas été modifiée.

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau - La Direction de la protection des végétaux est l'autorité désignée pour la protection des droits d'obteneurs en République de Serbie. La Direction de la protection des végétaux accomplit également des tâches liées à la protection des obtentions végétales contre les organismes nuisibles, à l'autorisation et au contrôle des produits de protection et de nutrition des végétaux, à l'enregistrement des variétés végétales pour la liste nationale, à la sécurité biologique (OGM) et aux inspections phytosanitaires. Au sein de la direction de la protection des végétaux, le groupe chargé de la protection des variétés végétales et de la biosécurité exécute les procédures administratives liées aux dispositions de la loi sur la protection des droits d'obteneur et à l'octroi des droits d'obteneur, ainsi que les tâches liées à la sécurité biologique (OGM).

- Changements dans les procédures et les systèmes de bureau

Il n'y a pas eu de changement.

4. Situation dans le domaine technique

Depuis septembre 2022 à septembre 2023, des droits d'obteneur ont été accordés pour 30 variétés végétales, sur la base des résultats de l'examen des variétés végétales et des propositions du Conseil d'experts pour la protection des droits d'obteneur, en tant qu'organe d'experts spécial du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau - Direction de la protection des végétaux.

La Serbie participe à l'outil de demande de droits d'obteneur UPOV PRISMA.

## ANNEXE XVII

UKRAINE  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

## I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

La loi de l'Ukraine datée du 16 novembre 2022, n° 2763-IX "portant modification de certains actes législatifs de l'Ukraine sur la mise en conformité de la législation dans le domaine de la protection des obtentions végétales, des semences et de la production de plants avec les dispositions de la législation de l'Union européenne" a été adoptée. L'UPOV en a été informée et la traduction de cette loi a été fournie avec la lettre du Minagropolicy datée du 10 mai 2023 n° 21-1331-06.1/12514.

*Résolutions adoptées par le cabinet des ministres de l'Ukraine :*

- du 15 juillet 2022, n° 798 " Sur la modification de la résolution du Cabinet des ministres de l'Ukraine du 19 août 2022 n° 1183 " ;
- du 16 novembre 2022, n° 1334 " Sur la modification de la procédure de délivrance d'une licence obligatoire sur l'utilisation d'une variété végétale ".

*Ordres adoptés par le ministère de la politique agricole et de l'alimentation de l'Ukraine :*

- du 10 mai 2022 n° 277 " Sur l'approbation de l'instruction relative à l'enregistrement de l'accord sur le transfert des droits exclusifs de propriété intellectuelle sur une variété et de l'accord sur l'autorisation d'utiliser une variété ", enregistrée au ministère de la Justice de l'Ukraine le 24.06.2022 sous le n° 697/38033 ;
- du 26.05.2022 n° 306 "Sur l'approbation de la procédure de réception, d'enregistrement, de stockage, d'utilisation et de mise à jour des échantillons de matériel végétal de l'objet de la demande de variété végétale", enregistrée au ministère de la justice de l'Ukraine le 05 juillet 2022, sous le n° 739/38075.

*A expiré :*

- l'arrêté du ministère de la politique agricole et de l'alimentation de l'Ukraine du 21 juillet 2003, n° 244 "portant approbation de l'instruction relative à l'enregistrement de l'accord sur le transfert du droit de propriété d'une variété et de l'accord sur le transfert du droit d'utilisation d'une variété", enregistré au ministère de la justice de l'Ukraine le 8 août 2003, sous le n° 698/8019.

2. Coopération à l'examen

Au cours de l'année 2022, l'Ukraine a échangé 77 comptes rendus sur les résultats des examens DHS sur le terrain. L'Ukraine a utilisé les rendus de l'examen DHS des pays suivants : Australie, Bulgarie, Danemark, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Espagne, et a fourni les rapports à la République-Unie de Tanzanie.

3. Situation dans le domaine administratif

Depuis 2020, le ministère ukrainien de la politique agricole et de l'alimentation a autorisé à être l'organisme compétent pour l'enregistrement des variétés végétales en Ukraine.

4. Situation dans le domaine technique

En 2022, les directives relatives à la conduite des examens de distinction, d'homogénéité et de stabilité des variétés végétales du groupe des fruits, baies, noix et raisins ont été élaborées et approuvées par l'arrêté du ministère de la politique agricole et de l'alimentation de l'Ukraine du 11 mai 2022 n° 287.

5. Activités visant à promouvoir la protection des obtentions végétales

Vous trouverez ci-dessous des informations sur les activités de promotion de la protection des obtentions végétales et les publications dans le domaine de la protection des droits d'obtention végétale.

## II. AUTRES DÉVELOPPEMENTS INTÉRESSANT L'UPOV

Les informations statistiques sur la protection des obtentions végétales en Ukraine pour 2022 ont été transmises par la lettre du Minagropolicy datée du 23 février 2023 n° 21-1331-06.1/6647 et sous forme électronique au courriel : [upov.mail@upov.int](mailto:upov.mail@upov.int).

C/57/13  
Annexe XVII, page 3

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)	Commentaires
<p>"Étude et protection des obtentions végétales" Imprimé ISSN 2518-1017 En ligne ISSN 2518-7457 N° 1, 2, 3, 4, volume 18, 2022 <a href="http://journal.sops.gov.ua/issue/archive">http://journal.sops.gov.ua/issue/archive</a></p>	trimestrielle	Kiev, Ukraine	Institut ukrainien d'examen des variétés végétales, Institut de sélection et de génétique végétales - Centre national d'étude des semences et des cultivars du NAAS, Institut de physiologie et de génétique végétales, Académie nationale des sciences d'Ukraine.	Publications sur l'étude et la science des variétés végétales, la génétique, la sélection et la production de semences, la physiologie végétale, la biotechnologie et la biosécurité, la production végétale, le marché des variétés végétales, la protection des variétés végétales, la coopération internationale, les systèmes d'information et les technologies, le point de vue d'un jeune scientifique, l'histoire des sciences, les anniversaires.	Ukraine	
<p>Bulletin "Protection des obtentions végétales" N° 1, N° 2, N° 3, N° 4, N° 5, N° 6, N° 7, N° 8, N° 9, N° 10, N° 11, N° 12, 2022. <a href="https://sops.gov.ua/publication/buletin-3">https://sops.gov.ua/publication/buletin-3</a></p>	mensuel	Kiev, Ukraine	Institut ukrainien d'examen des variétés végétales	Bulletin publié conformément à la loi ukrainienne sur la protection des obtentions végétales aux fins de l'information officielle dans le domaine des droits d'obtention végétale et de la mise en œuvre des obligations internationales de l'Ukraine découlant de son adhésion à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV).	Ukraine	
<p>Xe Conférence internationale de recherche appliquée des jeunes scientifiques et spécialistes "Sélection, génétique et technologies pour les cultures en croissance". <a href="http://confer.uiesr.sops.gov.ua/miron2022/sc hedConf/presentations">http://confer.uiesr.sops.gov.ua/miron2022/sc hedConf/presentations</a></p>	29.04.2022	village de Centrale, région de Kyiv	V.M. Remeslo Myronivka Institut du blé, Académie nationale des sciences agraires d'Ukraine ; Institut ukrainien d'examen des variétés végétales	Définition des tendances modernes en matière de recherche agricole et d'évaluation des variétés végétales	Ukraine, Hongrie (177 participants)	a publié une collection de documents de conférence
<p>IIIe conférence internationale sur les sciences appliquées "Les nouvelles agrotechnologies". <a href="https://conference.ukragroexpert.com.ua/">https://conference.ukragroexpert.com.ua/</a> <a href="http://confer.uiesr.sops.gov.ua/3newagr/schedConf/presentations">http://confer.uiesr.sops.gov.ua/3newagr/schedConf/presentations</a></p>	31.08.2022	Kiev	Institut ukrainien d'examen des variétés végétales (Ukraine) ; Université nationale des sciences de la vie et de l'environnement d'Ukraine (Ukraine) ; Institut des cultures bioénergétiques et de la betterave à sucre NAAS (Ukraine) ; Université nationale agraire de Bila Tserkva (Ukraine) ; Institut de physiologie et de génétique végétales NAS (Ukraine) ; Institut de recherche de l'entreprise agraire Ltd (Ukraine) ; Université de Sarajevo Est (Bosnie-Herzégovine)	L'établissement et l'approfondissement de liens scientifiques, l'échange d'expériences et la diffusion de connaissances sur l'importance de l'approche scientifique dans l'agriculture, et la recherche de solutions aux tâches appliquées et théoriques dans le secteur agricole et l'essai des variétés végétales.	Ukraine, Algérie, Inde, Türkiye, Lettonie (35 participants)	a publié une collection de documents de conférence

[L'annexe XVIII suit]

UNION EUROPÉENNE<sup>i</sup>  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

Période : juillet 2022 - juillet 2023

(Compte rendu préparé par la Commission européenne en étroite collaboration avec  
l'Office communautaire des variétés végétales)

## PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

### 1) Législation

#### Général

##### 1.1 Modification de la loi et des règlements d'application :

Le règlement (CE) n° 1238/95 de la Commission établissant les modalités d'application du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil en ce qui concerne les taxes dues à l'Office communautaire des variétés végétales a été mis à jour en ce qui concerne les taxes d'examen, la taxe annuelle et certaines taxes administratives.

##### 1.2 Jurisprudence

*Décision de la chambre de recours de l'OCVV du 1er juillet 2022 dans l'affaire no A018/2021 "SK20".*

Le 18 décembre 2017, le demandeur au pourvoi, House Foods Group Inc, a déposé une demande de protection d'une variété végétale de l'espèce *Allium cepa* (groupe *Cepa*) avec la dénomination " SK20 ". La demande de protection communautaire des obtentions végétales (" CPVR ") a reçu le numéro de dossier 2017/3314. L'OCVV a considéré que la variété satisfaisait aux exigences DHS et a partagé un rapport positif avec le requérant. Ce dernier a toutefois demandé d'ajouter à la description de la variété un caractère qui ne figurait pas dans le protocole technique.

L'Office a refusé en expliquant que la variété était déjà distincte de la connaissance commune sur la base d'autres caractères morphologiques qui faisaient partie du protocole pertinent. Le droit a été accordé immédiatement après ce refus.

Le requérant a fait valoir devant la chambre de recours que la décision de l'OCVV de refuser la modification de la description de la variété affectait l'étendue de la protection du droit accordé. La chambre a établi que le recours était irrecevable en vertu de l'article 49, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 874/2009 ("RP") en liaison avec l'article 81 du règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales ("règlement de base"), étant donné que le requérant ne remplissait pas les conditions requises pour être considéré comme partie perdante. En effet, le requérant n'a pas contesté la décision d'accorder un CPVR à la variété "SK20", mais seulement une partie de la description de la variété concernant la liste des caractéristiques. En outre, le CPVR a été accordé.

La chambre a également statué sur le fond dans un souci d'exhaustivité. La chambre a rappelé que la variété candidate doit se distinguer des connaissances courantes par au moins un caractère. Une fois qu'il a trouvé au moins un caractère distinct, l'Office n'a pas l'obligation de tester d'autres caractères. Lorsqu'un caractère supplémentaire est suggéré par un Demandeur, le Président de l'Office n'est pas tenu d'invoquer la procédure prévue aux articles 22 et 23 du RP lorsqu'il n'y a pas lieu de le faire, en particulier lorsque la distinction de la variété a déjà été établie. Ce principe est également reflété par les arrêts de la Cour de justice C-625/15P et C-534/10P qui précisent le pouvoir discrétionnaire de l'OCVV donné par la nature scientifique du travail effectué par celui-ci.

En conclusion, la BdA a rejeté le recours comme irrecevable, le déclarant sans fondement et chargeant le requérant de couvrir les frais de la procédure de recours conformément à l'article 85, paragraphe 1, du règlement de base.

*Décision de la chambre de recours de l'OCVV du 14 décembre 2022 dans l'affaire no A021/2021 "Vineta".*

En août 1995, la demanderesse au pourvoi a introduit une demande CPVR pour la variété "Vineta" de *Solanum Tuberosum* L., qui a été acceptée en août 1996 avec une date d'expiration erronée : le 1er septembre 2026. En octobre 2021, l'Office a identifié l'erreur en raison de la nécessité de faire coïncider la date d'expiration avec le 31 décembre, conformément à l'article 19 du règlement de base. Un rectificatif a été émis le 1er octobre 2021, modifiant la date d'expiration au 31 décembre 2024. Le requérant a affirmé que la date incorrecte ne pouvait pas être modifiée en raison de la sécurité juridique.

La chambre de recours a jugé le recours recevable et fondé. La chambre a fait référence à l'arrêt "Siberia" (T-737/18), établissant que l'erreur de l'Office n'était pas une erreur de brevet au sens de l'article 53, paragraphe 4, du règlement de base et qu'elle ne pouvait pas être corrigée. Une telle correction n'était pas de nature administrative puisqu'elle affectait la substance d'un droit accordé.

La chambre de commerce a déclaré que le rectificatif 2021 et les explications de l'Office étaient les mesures faisant l'objet du recours, et qu'il s'agissait donc d'une décision susceptible de recours. L'organe de décision a lié le recours à l'article 67 du règlement de base ainsi qu'à l'article 87, classant le rectificatif comme un ajout au registre.

En ce qui concerne le fond du recours, la Cour d'appel a souligné qu'aucune disposition du règlement de base ne permettait à l'Office de modifier un CPVR accordé. L'erreur s'étant produite plus de vingt ans auparavant et compte tenu du principe de sécurité juridique, l'Office n'était pas en mesure de modifier la durée du droit, conformément aux attentes légitimes du requérant.

En conclusion, l'Office a annulé la décision de l'OCVV et a demandé à l'Office de supporter les coûts associés conformément à l'article 85(1) du règlement de base.

*Décision de la chambre de recours de l'OCVV du 9 novembre 2022 dans l'affaire no A014/2020 P "Braeburn 78".*

Le 16 mai 2022, dans le cadre de la procédure de recours no A014/2020, la requérante a soulevé une objection contre l'impartialité du membre de la BdA nommé en vertu de l'article 48 du règlement de base.

Le 9 novembre 2022, une CA suppléante composée de M. Marcus Navin-Jones en tant que président suppléant, M. Hidde Koenraad en tant que membre juridiquement qualifié et M. Dirk Reheul en tant que membre techniquement qualifié, a rejeté, par une décision de procédure, l'objection soulevée par le requérant concernant la révocation du président de statuer sur l'affaire en question.

*Décision de la chambre de recours de l'OCVV du 16 décembre 2022 dans l'affaire no A024/2021 "Belsemred1".*

En novembre 2015, Belgicactus BVBA a déposé une demande de CPVR pour la variété *Sempervivum arachnoideum* L. 'Belsemred1'. Le droit a été accordé en 2018. En 2019, par le biais d'une requête en nullité, le requérant a contesté le droit d'obteneur en invoquant des problèmes de distinction et de nouveauté. L'OCVV a rejeté la contestation en 2021. Le requérant a demandé à l'Office de procéder à un nouveau test DHS et à des auditions de témoins, en invoquant une faute de l'Office et en réitérant l'absence de nouveauté et de distinction. L'OCVV a défendu ses actions en invoquant l'insuffisance des preuves.

L'Office a rejeté le recours, en se concentrant sur le manque d'arguments et de preuves solides de la part du requérant pour justifier la nécessité d'un nouvel examen DHS. Il a établi que l'OCVV n'avait pas abusé de son pouvoir discrétionnaire en refusant des activités d'obtention de preuves, en évaluant leur pertinence pour le cas.

Le Conseil d'administration a abordé les questions de procédure, estimant que l'OCVV avait équilibré ses fonctions proactives avec des principes pratiques et de bonne administration. Le conseil d'administration a également précisé que le devoir de l'Office n'impliquait pas de combler les lacunes de l'argumentation de l'appelant.

En ce qui concerne les preuves, la Commission a estimé que les observations du requérant étaient insuffisantes et non fiables, en procédant à une analyse document par document et dans son ensemble.

En conclusion, la BdA a rejeté le recours, le déclarant sans fondement et demandant à la requérante de couvrir les frais de la procédure de recours conformément à l'article 85, paragraphe 1, du règlement de base.

*Décision de la chambre de recours de l'OCVV du 2 janvier 2023 dans l'affaire no A002/2020 "Nadorcott".*

En août 1995, M. De Maistre a déposé une Demande de CPVR pour la variété d'agrumes Nadorcott. La propriété a ensuite été transférée à Nadorcott Protection S.A.R.L. En octobre 2004, le CPVR a été accordé pour la variété Nadorcott. En mai 2016, Eurosemillas S.A. a déposé une requête en nullité contre le CPVR, invoquant l'absence de droit et de nouveauté. Carpa Dorada, SL a demandé à se joindre à la procédure de nullité. En décembre 2019, l'Office a rejeté la requête en nullité. Eurosemillas a fait appel de cette décision en janvier 2020, remettant en cause la substance de la décision de l'Office et invoquant la violation des principes fondamentaux.

La BoA a reconnu le pouvoir discrétionnaire de l'Office dans l'examen des demandes de nullité et la charge de la preuve incombant au pétitionnaire. La variété "Nadorcott" a été examinée dans le cadre de la Demande, d'autres procédures et de l'affaire en cours. La Chambre des comptes n'a constaté aucune violation des droits fondamentaux, car l'Office disposait de preuves suffisantes et a examiné le dossier de manière équitable. La chambre de commerce a souligné son obligation d'analyser de manière impartiale les faits et les preuves fournis, et non de mener des enquêtes sur la base des arguments des parties. La décision de l'Office de fonder son verdict sur les preuves existantes était valable puisque l'appelant n'a pas contesté les conclusions initiales de l'Office.

La BoA a conclu que la variété "Nadorcott" avait fait l'objet d'une sélection et d'un développement, réfutant l'allégation de découverte de la requérante. La requérante a soutenu que l'obteneur initial, M. Nadori, n'avait pas la capacité de transférer les droits CPVR. La BoA a jugé que M. Nadori avait cette capacité, rejetant la demande du requérant fondée sur la soumission tardive d'un avis juridique et sur l'absence de qualité pour contester le droit. Bien que l'éleveur n'ait pas la nationalité française, la Demande, déposée par un citoyen français, a respecté les exigences du CPVR.

La chambre de commerce et d'industrie s'est également penchée sur les revendications de nouveauté de la requérante, en clarifiant le transfert de matériel expérimental et la nouveauté au titre de l'article 10 du règlement de base.

En conclusion, le recours a été déclaré recevable mais non fondé. La requérante a été invitée à couvrir les frais de procédure, conformément à l'article 85, paragraphe 1, du règlement de base.

*Décision de la chambre de recours de l'OCVV du 23 janvier 2023 dans l'affaire no A014/2020 "Braeburn 78".*

Le 20 mai 2009, l'Office a accédé à la demande de certificat d'obtention végétale pour la variété de pomme "Braeburn 78" (*Malus domestica* Borkh). La Demande a reçu le numéro de dossier 2009/0954. Le droit n'a pas été accordé en raison d'un manque de distinction et une décision de refus a été rendue le 18 décembre 2014.

La décision de refus a fait l'objet d'un recours devant la BoA, puis devant le Tribunal. Ce dernier a renvoyé l'affaire à l'organe compétent de l'Office pour un examen complémentaire. Après cet examen complémentaire, l'Office a rendu une deuxième décision de refus en date du 19 octobre 2020, qui fait l'objet du présent recours. Le requérant se plaint de ne pas avoir pu autoriser l'audition d'un expert, que l'Office n'a pas respecté son devoir d'enquête d'office. Il se réfère également à de prétendues erreurs dans l'examen de la variété des candidats.

La Commission a considéré qu'en vertu de l'article 75 du règlement de base, les décisions de l'Office ne peuvent être prises que sur la base de documents écrits et qu'il n'existe aucune obligation pour l'Office en ce qui concerne les demandes d'organisation d'une audition. En outre, l'art. 78(3) du règlement de base reconnaît le pouvoir discrétionnaire de l'Office d'organiser une telle audition ("si l'Office l'estime nécessaire").

La chambre de recours a raisonné de la même manière en ce qui concerne l'allégation du requérant selon laquelle l'Office aurait dû accepter sa demande de convoquer le professeur Bergamini en tant que preuve d'expert. Une fois de plus, la chambre de recours a reconnu le pouvoir discrétionnaire de l'Office conformément à l'article 78, paragraphe 3, du règlement de base. 78(3) du règlement de base et observe que le requérant n'a pas justifié pourquoi l'audition de l'expert était nécessaire pour prendre la décision pertinente. La chambre de commerce et d'industrie a en outre observé que la requérante avait eu de nombreuses occasions, tout au long de la durée de la Demande et à la suite de la procédure judiciaire, de présenter les observations dudit expert.

La chambre de recours a considéré comme contradictoire le fait que le requérant se soit plaint que l'Office ait rejeté sa demande d'organiser une audition orale et de convoquer le professeur Bergamini (en première instance), alors que, lorsqu'il a eu la possibilité d'être entendu oralement devant la chambre de recours (en deuxième instance), il s'est désisté de cette possibilité à la dernière minute.

Enfin, la BoA a reconnu la longue expérience des examinateurs de l'OE et considère que leurs conclusions sont fiables sur cette base.

En conclusion, le recours a été déclaré recevable mais non fondé. La requérante a été invitée à couvrir les frais de procédure, conformément à l'article 85, paragraphe 1, du règlement de base.

## 2) Coopération en matière d'examen

2.1 Conclusion de nouveaux accords : Aucun élément nouveau.

2.2 Modification des accords existants : Aucun élément nouveau.

2.3 Protocole d'accord avec les pays tiers : Aucun élément nouveau.

3) Situation dans le domaine administratif : Aucun élément nouveau.

## 4) Situation dans le domaine technique

### 4.1 Informations concernant le fonctionnement de la protection des obtentions végétales de l'UE

#### a. Relation avec les offices d'examen (Eos)

En décembre 2022, l'OCVV a tenu sa 26<sup>e</sup> réunion annuelle avec ses OE des États membres de l'UE, à laquelle ont également participé des représentants de la Commission européenne, du bureau de l'UPOV et des organisations d'obtenteurs (CIOPORA, Euroseeds, Plantum et ECO-PB), ainsi que des représentants de la Suisse et de la Norvège en tant qu'offices PVR non membres de l'UE. La réunion s'est déroulée sous forme de vidéoconférence. Les principaux sujets de discussion ont été les suivants :

- Informations à fournir et présentation des comptes rendus d'examen
- Questions relatives au questionnaire technique
- Non-disponibilité des variétés de référence
- Observations uniques dans les tests pluriannuels
- Orientations pour la mise en œuvre des principes directeurs d'examen de l'UPOV dans les protocoles techniques de l'OCVV
- Échantillons d'ADN
- Exigences de soumission relatives au passeport phytosanitaire
- Questions diverses relatives au service d'évaluation de la qualité

En outre, les participants ont été informés de la jurisprudence, de l'état d'avancement des projets de recherche et de développement, des projets informatiques et du calcul des coûts par les OE.

#### b. Préparation des protocoles de l'OCVV

En 2022, des experts des offices d'examen des États membres de l'UE ont été invités à participer à l'élaboration ou à la révision des protocoles techniques relatifs à l'examen DHS qui soit ont été approuvés ultérieurement par le Conseil d'administration, soit devraient l'être en 2023. Des réunions d'experts ont été organisées pour examiner les protocoles techniques de :

- Cultures agricoles : chanvre, triticales et seigle
- Cultures légumières : roquette sauvage, roquette de jardin, chicorée à feuilles, pastèque, chou-rave et ail.
- Cultures ornementales : *Eustoma exaltatum* (L.) Salisb. ex G. Don subsp. *russellianum* (Hook.) Kartesz, *Echinacea Moench* et *Lagerstroemia* L.
- Cultures fruitières : abricot

### c. Poursuite du développement de l'outil de recherche de variétés de l'OCVV

Le Variety Finder de l'OCVV est un Demandeur qui contient des informations sur les registres de plus de 70 pays avec un outil de recherche général.

L'OCVV centralise les données provenant de divers registres tels que les offices des droits obtenteurs (y compris le registre de l'OCVV), les listes nationales de variétés végétales, les registres de brevets de plantes, le registre des marques de l'EUIPO (marques enregistrées dans la classe 31) et les registres du commerce.

L'objectif est d'offrir un service de recherche centralisé aux éleveurs, aux autorités nationales et au public en général.

Un outil efficace de recherche de similitudes est mis à disposition pour tester l'adéquation des dénominations des variétés.

Les différents contributeurs mettent à jour la base de données dès que les données sont officiellement publiées, et un protocole d'accord a été signé avec le Bureau de l'UPOV pour partager la tâche de collecte des données des États membres de l'UE et des pays non membres de l'UE et assurer un échange régulier de données.

Au total, plus de 1,3 million d'enregistrements provenant de pays de l'UE et de pays tiers ont été inclus dans le Variety Finder jusqu'à présent.

L'utilisation de l'outil de recherche de variétés n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Les demandeurs et les titulaires de titres de l'OCVV représentent le plus grand groupe d'utilisateurs avec plus de 50 % des tests de similitude lancés.

L'OCVV et la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire (DG SANTE) ont travaillé intensivement en 2022 et 2023 sur le projet commun nommé "Portail européen des variétés végétales (EUPVP)".

Le portail est en place et n'est utilisé pour l'instant qu'aux fins des catalogues communs des variétés végétales agricoles et de légumes qui peuvent être commercialisées dans l'UE. Les prochaines étapes devraient consister à étendre le contenu à d'autres espèces et registres afin de répondre aux besoins de l'OCVV en matière de recherche variétale.

Le projet vise à obtenir une soumission unique pour les États membres, qui contiendra des informations destinées à alimenter les différentes bases de données (Variety Finder de l'OCVV et bases de données de la Commission).

### d. Coopération avec les États membres de l'UE en matière d'essais de dénomination

La collaboration entre les États membres de l'UE est essentielle pour garantir une approche unifiée et interprétée de manière cohérente de l'article 63 du règlement de base, qui repose sur la convention UPOV de 1991. Le service de coopération en matière d'examen des dénominations incarne cette collaboration en favorisant des échanges réguliers entre les 27 pays participants et l'Office, ce qui se traduit par environ 7 000 avis émis chaque année. Ces avis permettent de se tenir au courant des évolutions, des tendances et des changements. Il s'agit d'un outil de suivi collaboratif qui non seulement fournit des informations dès les premiers stades des propositions de dénomination, mais qui identifie également certains problèmes de manière proactive. Cette approche permet de prendre des mesures transparentes et coordonnées afin d'éviter les charges administratives susceptibles de nuire aux éleveurs.

En outre, le service de coopération vise à mettre en évidence les aspects réglementaires susceptibles de donner lieu à des interprétations divergentes et veille à ce que les éclaircissements nécessaires soient apportés.

Depuis la mise en place du service de coopération en matière de vérification des dénominations en 2010, les lignes directrices relatives aux dénominations de variétés et leurs notes explicatives ont évolué de manière significative. Ces changements sont le résultat direct des interactions quotidiennes entre les utilisateurs du service et l'Office. La version la plus récente des directives et des notes explicatives, en vigueur depuis janvier 2022, a introduit des changements notables, dont l'impact a été évalué au cours de son année inaugurale. Au cours de l'année 2022, certains aspects, liés ou non aux modifications récentes, ont soulevé des questions

quant à leur compréhension et leur mise en œuvre pratique. Il s'agit notamment de la gestion des oppositions relatives aux droits antérieurs et de la règle d'attente de dix ans appliquée par l'Office en matière de réutilisation des dénominations.

Par conséquent, en février 2023, le Bureau a convoqué le groupe de travail sur la dénomination pour discuter de ces questions et entamer un processus de révision continu.

#### 4.2 Réunion des experts en cultures

Une réunion d'experts agricoles s'est tenue en septembre 2022 pour en discuter :

- observer une seule fois certaines caractéristiques dans les tests pluriannuels
- les variétés de semences de pommes de terre et de maïs véritables sur les systèmes d'essai avec la participation des sélectionneurs en France et en Italie
- Blé : essai d'hybrides de blé, de variétés synthétiques de blé
- orge de printemps : problèmes liés à l'observation de la distinction
- questions relatives à l'indisponibilité du matériel de référence
- des ateliers techniques seront organisés en 2023
- des révisions de plusieurs protocoles techniques et de nouveaux protocoles techniques

Une réunion d'experts en légumes s'est tenue le 10 novembre 2022 pour discuter entre autres :

- la nouvelle procédure concernant les caractères avec une seule observation dans les variétés examinées pendant plus d'un cycle de végétation
- l'organisation des discussions sur les caractéristiques des maladies au niveau de l'OCVV et de l'UPOV
- comment harmoniser le mode de collecte et de suivi des stocks de semences pour les collections de référence
- la révision de plusieurs protocoles techniques sur les légumes

Une réunion d'experts en fruits s'est tenue le 8 novembre 2022 (poursuivie le 13 janvier 2023) pour discuter entre autres :

- l'analyse des groupes de mutation de la pomme
- soumission d'échantillons
- exigences phytosanitaires
- essais de poires touchés par le déclin des poires
- durée de l'essai pour les porte-greffes de *Prunus*
- informations supplémentaires liées au code UPOV pour regrouper les variétés
- Système de certification néerlandais pour les fraises
- Projets de R&D dans le secteur des fruits
- mise à jour des développements en matière de phénotypage automatisé
- Questions informatiques
- Des fonds pour aider les PME

Une réunion d'experts en ornement a eu lieu le 13 septembre 2022 pour discuter ou fournir des informations sur un certain nombre de sujets, entre autres :

- les informations à fournir et la présentation des comptes rendus d'examen
- la possibilité pour les Demandeurs d'indiquer les variétés de référence et les mesures brutes dans le QT
- les exigences en matière de soumission en ce qui concerne le passeport phytosanitaire
- phytoplasme dans les variétés d'*Euphorbia pulcherrima*
- seuils d'uniformité pour les sections de couleur à faible écart
- les difficultés à obtenir des variétés de référence
- Protocoles techniques nouveaux ou révisés pour Lagerstroemia, Eustoma, Echinacea

#### 4.3 Service d'audit de la qualité (SAQ)

Au total, neuf exercices d'évaluation sur place ont été menés par le SQR auprès d'offices d'examen mandatés dans l'UE au cours de la période de douze mois se terminant en juillet 2023. Les quatre évaluations réalisées au cours du second semestre 2022 ont été effectuées conformément aux "anciennes" exigences de l'OCVV en matière d'habilitation, tandis que les cinq évaluations entreprises au cours du premier semestre 2023 ont été effectuées conformément aux exigences récemment révisées en matière d'habilitation.

Après un processus de consultation de deux ans avec ses parties prenantes, les exigences révisées de l'OCVV en matière de mandatement sont entrées en vigueur le 1er janvier 2023 pour coïncider avec le début du nouveau cycle d'évaluation du SQR 2023-2025. Les principales améliorations apportées aux conditions d'habilitation par rapport à la version précédente concernent : la formation, la tenue des dossiers, les avancées dans les processus d'examen DHS, la mise à jour des collections de variétés et les mesures à prendre par l'office d'examen de l'UE pour atténuer l'impact du changement climatique sur les essais DHS.

En février 2023, le Conseil d'administration de l'OCVV a approuvé la sélection de 32 nouveaux experts techniques SQR provenant de l'ensemble de l'UE pour participer au cycle d'évaluation 2023-2025. Afin de mettre à jour les experts SQR sur les développements des exigences de mandatement révisées, une assemblée générale SQR a été organisée en conjonction avec une formation spécialisée sur les techniques d'audit à Paris les 16 et 17 mars 2023.

#### 5) Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

##### 5.1 Coopération internationale

L'étendue de la coopération du Bureau s'est considérablement élargie au cours des dernières années, afin de suivre l'évolution constante des politiques commerciales et de protection intellectuelle de l'UE, qui englobent également le secteur de la sélection végétale.

L'OCVV continue d'apporter son expertise dans le cadre d'une coopération bilatérale et multilatérale (avec des partenaires stratégiques tels que l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), l'Office européen des brevets (OEB) et l'UPOV, les offices d'examen des États membres de l'UE, les organisations sectorielles), nonobstant les relations bilatérales en cours avec des pays cibles clés et des organisations régionales, telles que les dialogues de longue date avec la Chine, le Japon, l'*Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle* (OAPI) et l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO).

Les projets de coopération internationale IP Key sont dirigés par la Commission européenne et mis en œuvre en collaboration avec l'EUIPO pour renforcer la protection intellectuelle en Chine, en Amérique latine et dans les pays de l'ANASE. Outre les projets IP Key, l'EUIPO met en œuvre, au nom de la Commission européenne, un projet dans les Caraïbes (CarIPI), un en Afrique (AfrIPI) et un dans les pays du Mercosur (AL-INVEST PI). Les activités menées dans le cadre de ces projets comprennent l'organisation de séminaires et de formations mutuelles ainsi que la fourniture d'études et de soutien juridique aux pays bénéficiaires.

**IPKey Chine** : aucune activité n'a été réalisée entre juillet 2022 et juillet 2023 dans le cadre du projet IPKey Chine.

**IPKey Asie du Sud-Est** : deux activités réalisées en janvier 2022 dans le cadre de l'extension du plan de travail annuel de 2021 ont été approuvées dans le cadre du projet IPKey SEA pour 2022.

**IPKey Amérique latine**. Le 20 octobre 2022, en coopération avec le projet AL-INVEST Verde, le projet a organisé un webinar sur la concession de licences pour les variétés végétales. L'événement a été suivi par près de 500 personnes. Le webinar a ensuite été traduit en un cours disponible avec certificat sur le portail d'apprentissage de l'Académie de l'EUIPO (ici le lien pour information. Vidéo en espagnol : <https://euiipo.europa.eu/knowledge/course/view.php?id=4849>).

**CarIPI** : Le 20 septembre 2022, l'OCVV a participé à l'événement en ligne organisé par CarIPI concernant l'échange de meilleures pratiques sur la protection des ressources phytogénétiques, des savoirs traditionnels et du folklore. En 2023, à l'initiative de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'OCVV et l'UPOV coopèrent à un projet visant à élaborer une politique régionale en matière de semences pour les États de la CARICOM.

Dans le cadre du projet **AfriPI**, l'OCVV, en collaboration avec des experts nationaux, a soutenu le projet en 2022 pour mettre en œuvre des activités d'appui technique. Les activités qui se poursuivent en 2023 font suite aux résultats du [projet de l'OAPI sur le "Projet de renforcement et promotion du système de protection des obtentions végétales" \(PPOV\)](#) et concernent la collection de référence des centres accrédités et des centres d'examen dans les pays de l'OAPI. Le projet PPOV avec l'OAPI a été clôturé en décembre 2022.

L'OCVV a continué à mettre en œuvre les activités suivantes dans le cadre de l'instrument **TAIEX** :

- 14-15 novembre 2022 : mission d'experts sur la mise en œuvre du système de protection des variétés végétales basé sur l'UPOV à Saint-Vincent-et-les Grenadines, suivie d'un séminaire régional le 16 novembre.
- 3-7 octobre 2022 : mission d'experts au Chili pour le renforcement des capacités de l'Office chilien de protection des obtentions végétales.

D'autres initiatives TAIEX ont été approuvées en 2023 et seront menées au cours de l'année, les pays concernés étant le Japon, la Bosnie-Herzégovine, la Colombie, les activités de suivi des missions de 2022 au Chili : Japon, Bosnie-Herzégovine, Colombie, activités de suivi des missions de 2022 au Chili et l'intérêt a été exprimé également par l'Égypte, l'Albanie et la Serbie pour des activités de soutien et de renforcement des capacités.

#### **Réunions de l'UPOV**

La Commission et les représentants de l'OCVV faisant partie de la délégation de l'UE ont assisté aux réunions du Conseil de l'UPOV, du Comité consultatif, du Comité juridique et administratif et du Comité technique. L'OCVV a assisté à tous les TWP. En outre, la Commission et/ou l'OCVV ont participé et contribué aux groupes de travail sur le formulaire de demande électronique, sur l'appui DHS (WG-DUS), sur le matériel récolté et l'utilisation non autorisée de matériel de reproduction ou de multiplication (WG-HRV), sur les orientations concernant les petits exploitants agricoles en relation avec l'utilisation privée et non commerciale (WG-SHF), ainsi que sur les variétés essentiellement dérivées (WG-HRV).

#### **EAPVP**

Participation au "Séminaire sur les avantages du système de protection des obtentions végétales de l'UPOV pour les agriculteurs et les producteurs" du Forum de protection des obtentions végétales de l'Asie de l'Est (EAPVP) le 28 mars 2023, au cours duquel l'OCVV a présenté le thème "Structure et avantages du système régional de protection des obtentions végétales" (16 réunion tenue le 2 août 2023 et suivie en ligne par l'OCVV). La réunion annuelle de l'EAPVP sert à rendre compte des activités de l'année précédente et à planifier les futures initiatives de coopération, y compris des mises à jour sur le projet pilote de l'EAPVP sur l'établissement d'une plateforme de protection des obtentions végétales en ligne.

#### **Office européen des brevets (EPO)**

Le 31 mars 2022, l'OCVV a renouvelé son accord de coopération pour une durée de cinq ans avec l'OEB au moyen de l'"arrangement administratif n° 2022/01373 sur la coopération bilatérale entre l'OEB et l'OCVV", qui comprend deux usines de mise en œuvre.

L'arrangement administratif n° 2022/01373 fait ainsi suite au précédent (et premier) arrangement administratif de coopération entre l'OCVV et l'OEB (arrangement administratif n° 2016/0009), signé en février 2016, qui a permis une plus grande transparence et un échange de connaissances entre les deux organisations dans le domaine des brevets liés aux végétaux et des droits d'obtention végétale, respectivement.

Les plans de coopération reflétés dans le nouvel arrangement administratif n° 2022/01373 sont axés sur l'échange de données et le partage des pratiques de travail concernant l'utilisation des bases de données et d'autres outils de travail. L'échange de données permet aux examinateurs de rechercher des variétés végétales protégées par certificat, ce qui accroît encore la validité des brevets européens. Les bases de données pertinentes ont également été mises à la disposition des États membres de l'Organisation européenne des brevets.

Le 9 mars 2023, un premier atelier a eu lieu entre l'OEB et l'OCVV. Les discussions ont porté sur plusieurs sujets pertinents, notamment les échanges de données, le système du brevet unitaire et son impact sur les titulaires de droits, ainsi que la relation entre les brevets et l'OCVV.

#### **OAPI**

Début juillet 2019, la Commission européenne a signé un contrat avec l'Office africain de la propriété intellectuelle (OAPI) à Genève, prévoyant des fonds pour une feuille de route visant à promouvoir la propriété

intellectuelle afin de favoriser la création de nouvelles variétés adaptées au marché africain et d'inciter à mettre à la disposition de la zone OAPI des variétés supérieures existant ailleurs.

Le projet est géré par l'OAPI, l'OCVV est partenaire avec l'UPOV, le GEVES, le GNIS et Naktuinbouw.

Le projet s'est achevé en décembre 2022 avec une activité finale du 13 au 15 décembre 2022 au siège de l'OAPI à Yaoundé (Cameroun). L'objectif de cette activité était d'évaluer le suivi donné à l'évaluation initiale réalisée et aux recommandations formulées en 2019 et de formuler des tâches en vue d'une nouvelle amélioration du système. Comme indiqué ci-dessus, les activités concernant les centres d'examen DHS des pays de l'OAPI seront menées dans le cadre du projet AfriPI.

## 5.2 Formation

Au cours de l'année 2022-2023, l'OCVV a repris certains événements présentiels, mais a également continué à proposer des présentations en ligne, des webinaires et des classes de maître pour différents établissements d'enseignement et parties prenantes... :

- Présentation aux étudiants en sélection végétale d'UniLaSalle sur le système de protection communautaire des obtentions végétales le 31 mars 2022.
- Conférence sur la jurisprudence en matière de propriété intellectuelle à l'EUIPO les 7 et 8 juillet 2022
- Formation pour la chambre de commerce de Milan sur les NGT - 19 juillet 2022
- Le système de l'UE et l'OCVV - présentation au COBORU (Pologne) le 10 août 2022
- Étude de l'EUIPO sur l'impact socio-économique du CPVR dans l'UE dans le cadre du congrès IHC 2022 - 16 août 2022
- Webinaire sur le CPVR et les brevets en collaboration avec IPR Helpdesk - 8 septembre 2022
- Présentation aux étudiants en sélection végétale d'UniLaSalle sur le système de protection communautaire des obtentions végétales le 29 septembre 2022.
- Présentation sur l'organisation des examens dans l'UE d'un point de vue européen le 5 octobre 2022 - visiteur du Bureau australien des droits d'obtenteur
- CPVR et changement climatique lors du séminaire de l'UPOV - 12 octobre 2022
- Présentation de l'OCVV et du système européen de protection des obtentions végétales à une délégation coréenne le 16 novembre 2022.
- Webinaire sur l'étude de l'EUIPO sur l'impact socio-économique du CPVR dans l'UE en collaboration avec IPR Helpdesk - 6 décembre 2022
- Classe pour les étudiants de l'ESSCA - 23 novembre 2022 et 6 décembre 2022
- Présentation du système CPVR dans le cadre du Master of Law (LLM) en propriété intellectuelle de l'Université de Maastricht le 17 janvier 2023
- Présentation du système CPVR au Master en droit alimentaire, Université LUISS, Rome - 31 mars 2023
- Présentation du système CPVR dans le cadre du Magister Lvcentinvs (IP LLM) de l'Université d'Alicante - 5 mai 2023
- Master class à la Scuola Superiore Sant'Anna (Pise) sur *le rôle de la sélection végétale pour renforcer la boîte à outils des agriculteurs et soutenir des systèmes alimentaires plus résilients et durables en Europe Étude de cas - Le système de protection communautaire des obtentions végétales en tant qu'incitation à l'innovation végétale.*
- Séminaire à l'Université de Calabre sur la PVR, 3 juillet 2023
- Séminaire avec Assosementi (à Angers et en ligne) sur l'initiative Smartseed et la PVR, 15 décembre 2022

## 5.3 Réunions avec les organisations de parties prenantes

L'OCVV a participé à la réunion annuelle d'Euroseeds à Berlin en octobre 2022.

L'OCVV a également rencontré les organisations d'éleveurs sur une base bilatérale :

- Euroseeds & Plantum 13/03/2023 ;
- CIOPORA 15/05/2023

En outre, les visites d'étude suivantes ont eu lieu dans les États membres de l'UE au cours de la période de référence : la République tchèque en novembre 2022, la Pologne (avril 2023) et l'Autriche en juin 2023).

#### 5.4 Participation à des foires internationales et à des journées portes ouvertes

L'OCVV considère sa participation aux foires internationales et aux journées portes ouvertes des offices d'examen comme un outil utile pour promouvoir le système de l'OCVV, avoir un contact direct avec les Demandeurs et fournir des informations aux cultivateurs. Toutefois, en raison des restrictions sanitaires liées à la pandémie de Covid-19, le salon IPM Essen (DE) a été annulé. Le "Salon Sival" à Angers (FR) a été maintenu et l'OCVV a présenté le système CPVR dans la zone de forum. L'OCVV a également visité le Fruitlogistica en avril à Berlin-Allemagne ainsi que la Floriade Expo aux Pays-Bas en mai 2022.

#### 5.5 Développements informatiques

Les plateformes de gestion des demandes de l'OCVV (en particulier Demandeur en ligne) ont fait l'objet d'une révision majeure afin d'améliorer la maintenabilité, de faciliter le développement de nouvelles fonctionnalités, de les rendre mieux adaptées aux environnements en nuage et plus résistantes aux cybermenaces. L'intégration d'autres États membres de l'UE reste possible car l'harmonisation des questionnaires techniques au sein de l'UE ne cesse de progresser.

L'OCVV a renforcé sa coopération avec l'UPOV PRISMA et a déjà réalisé deux des quatre projets initiaux qui ont permis de remédier à plusieurs limitations identifiées dans le cadre de la coopération initiale.

Des améliorations de l'échange de données avec la plateforme de gestion des dénominations de l'OCVV ont été identifiées et récemment approuvées. L'objectif est de passer du téléchargement manuel à l'UPOV du catalogue des droits d'obtenteur et des mises à jour des contributions nationales à une intégration machine à machine assurant des mises à jour en temps quasi réel et un traitement plus efficace.

Dans le même esprit, un projet pilote a été lancé pour échanger des données structurées entre l'OCVV et les offices d'examen des États membres de l'UE dans le cadre de l'examen technique. Cela comprend les données de la Demande initiale, les rapports intermédiaires et finaux, la description de la variété. Cette communication de machine à machine améliorera l'efficacité globale du processus de délivrance d'un certificat de protection d'une variété végétale.

### 6. R & D

#### 6.1 Groupe de travail ad hoc IMODDUS

Dans le cadre de la stratégie de R&D de l'OCVV, le Conseil d'administration a mis en place en 2016 (confirmé en 2021), le groupe de travail ad hoc de l'OCVV sur les techniques biomoléculaires. Ce groupe de travail s'appelle IMODDUS, ce qui signifie "Intégration des données moléculaires dans l'examen DHS". L'objectif du groupe est de suivre et d'examiner le développement des techniques biomoléculaires et d'évaluer les projets de R&D pour l'application de ces techniques dans les essais DHS de tous les secteurs de culture où elles pourraient contribuer à améliorer l'efficacité et la qualité des essais.

Le groupe est composé d'experts en BMT des offices d'examen et des organisations d'obteneurs intéressés. La participation est limitée aux experts qui peuvent contribuer activement à la préparation des documents et des présentations. Des experts de laboratoires, d'universités, de l'industrie, etc. peuvent également être invités par le président du groupe de travail.

En mai 2023, une réunion en ligne a été organisée. L'ordre du jour comprenait des présentations et des discussions sur les points suivants :

- Projets de R&D IMODDUS finalisés et en cours
- Défis futurs des bases de données moléculaires d'examen DHS
  - Travail moléculaire dans INVITE (accent sur l'évaluation de D et U basée sur des marqueurs)
- La génomique au service de l'expérimentation variétale en Italie (2 contributions des universités d'Udine et de Padoue)
- Nouveaux programmes sur l'orge et les framboises au Royaume-Uni
- Utilisation d'outils moléculaires pour l'examen DHS au Canada

En 2023, IMODDUS a contribué à l'évaluation de deux nouvelles propositions de projets de recherche et développement.

Un projet de R&D précédemment évalué positivement par IMODDUS et bénéficiant d'un cofinancement a été finalisé :

*DurdusTools*

"Intégration des données moléculaires dans l'examen DHS du blé dur - développement d'une base de données moléculaires commune en ligne et d'un outil de calcul de la distance génétique".

Trois autres projets de R&D validés par IMODDUS ont progressé régulièrement au cours de la période :

*Tomate*

"Validation internationale d'un ensemble de SNP pour déterminer les distances génétiques pour la gestion d'une collection de référence de tomates"

*Hortensia*

Exploitation des données moléculaires à l'appui de l'examen DHS chez les plantes ornementales : étude de cas sur l'hortensia.

*Tomate - Poivre - Melon*

Mise à jour des tests de résistance DHS en fonction de l'évolution des organismes nuisibles :

- Mise en place de tests de résistance au ToBRFV pour la tomate et le poivron
- Amélioration du test de résistance "melon/Aphis gossypii".

## 6.2 INVITE

INVITE signifie " INnovations in plant Varlety Testing in Europe pour favoriser l'introduction de nouvelles variétés mieux adaptées à des conditions biotiques et abiotiques variables et à des pratiques de gestion des cultures plus durables ". INVITE est l'un des deux projets lauréats de l'appel SFS-29-2018 "Innovations en matière d'essais de variétés végétales" du programme Horizon 2020. Il vise à améliorer l'efficacité des essais variétaux et la disponibilité des informations pour les parties prenantes sur les performances des variétés dans des conditions de production diversifiées et sur les stress biotiques et abiotiques pour 10 cultures (7 cultures " modèles " : maïs, blé, ray-grass, tournesol, pomme de terre, tomate, pomme et 3 " cultures d'application " : luzerne, soja, colza). Il aborde l'examen DHS et les essais de performance de manière équilibrée et vise à maximiser les synergies entre eux grâce à des activités connexes basées sur le phénotypage, le génotypage, la modélisation et la gestion de bases de données.

Le montant total accordé aux 29 partenaires est d'environ 8 millions d'euros à dépenser sur une période de 5 ans à partir de juillet 2019. L'OCVV ne recevra aucun financement.

L'OCVV est chargé de gérer toutes les questions liées à l'accès aux données historiques et aux documents de référence détenus par les offices d'examen des États membres de l'UE. Il participe aux réunions techniques, codirige le groupe de travail 5 consacré à l'essai et à la validation des nouveaux outils développés par tous les groupes de travail et est membre du comité exécutif du projet. En 2022, le travail technique s'est poursuivi régulièrement pour toutes les cultures. La réunion annuelle 4 a été organisée à Barcelone en juin 2023. A cette occasion, des ateliers ont été organisés autour de la définition d'une stratégie de communication basée sur les résultats obtenus jusqu'à présent.

La collaboration avec INNOVAR (deuxième consortium lauréat de l'appel SFS-29-2018, axé sur l'optimisation des essais de variétés de blé) s'est poursuivie. Des données ont été collectées et analysées dans les essais de blé tendre. Des représentants ont été invités à participer à la réunion de Barcelone.

### 6.3 Autres projets de R&D

#### *Harmorescoll*

HARMORESCOLL vise à mettre en place, au niveau européen, un système coordonné permettant d'accéder à du matériel de référence pour effectuer des tests de maladie pour l'examen DHS conformément aux protocoles de l'OCVV et aux lignes directrices de l'UPOV. Il implique les offices d'examen et les sociétés de semences membres d'Euroseeds. Le projet est coordonné par le GEVES et Naktuinbouw. Initialement prévu pour durer 3 ans, il a été prolongé d'un an et devrait maintenant se terminer le 31 décembre 2023.

---

<sup>i</sup> Ce Compte rendu utilise la terminologie des Nations Unies.

[L'annexe XIX suit]

## ANNEXE XIX

**MYANMAR**  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

**PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES****1. Situation dans le domaine législatif****1.1 Modifications de la loi et des règlements d'application**

Une nouvelle loi sur la protection des obtentions végétales a été adoptée en 2016. Certains articles de la loi sur la protection des obtentions végétales (2016) n'étaient pas tout à fait conformes à l'Acte de 1991 de la Convention. Une nouvelle loi a donc été promulguée le 24 septembre 2019. La procédure relative à la loi sur la protection des obtentions végétales (2019) a également été entamée le 24 septembre 2021. L'UPOV a pris une décision positive concernant la loi sur la protection des obtentions végétales du Myanmar (2019) lors de la 53e réunion du Conseil, le 1er novembre 2019, à Genève (Suisse).

**1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou prévue)**

L'obtenteur peut demander l'octroi du droit d'obtenteur pour tous les genres et espèces de plantes conformément à l'article 16 de la loi sur la protection des obtentions végétales (2019).

**2. Coopération à l'examen**

Il n'y a pas de coopération en matière d'examen avec d'autres pays dans le cadre de protocoles d'accord.

**3. Situation dans le domaine administratif**

Il n'y a pas de changement dans la structure administrative et dans les procédures et systèmes de bureau.

**4. Situation dans le domaine technique**

Conformément aux procédures de protection des obtentions végétales, les examens DHS ont été effectués par des examinateurs locaux formés à cet effet, qui sont membres du sous-comité et des membres du comité d'examen technique de la protection des obtentions végétales. Jusqu'à présent, 46 variétés végétales ont fait l'objet d'une demande d'enregistrement et 8 variétés ont obtenu un droit d'obtenteur.

**5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales**

Avant la crise du COVID-19, un séminaire de sensibilisation aux activités du système de PVV et des formations techniques ont été organisés en collaboration avec l'EAPVP, le Japon, l'UPOV et Naktuinbouw (Pays-Bas).

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)
1. Séminaire de sensibilisation au PVV	19.12.2012	DAR, Yezin, Naypyitaw, Myanmar	organisée conjointement par l'UPOV, le MAFF Japon, le MOAI Myanmar	Sensibiliser les différentes parties prenantes du Myanmar au système de protection des obtentions végétales.	Japon, bureau de l'UPOV et participants locaux (100)
2. Séminaire de sensibilisation au PVP	5.12.2016	DAR, Yezin, Naypyitaw, Myanmar	organisée conjointement par l'UPOV, le MAFF Japon, le MOAI Myanmar	Sensibiliser les différentes parties prenantes du Myanmar au système de protection des obtentions végétales.	Japon, bureau de l'UPOV et participants locaux (100)
3. Dixième réunion du forum EAPVP	10.9.2017	DAR, Yezin, Naypyitaw, Myanmar	organisée conjointement par l'UPOV, le MAFF Japon, le MOAI Myanmar	10 Réunion du forum EAPVP en tant qu'hôte	Tous les délégués de l'EAPVP, l'UPOV, l'OCVV, Naktuinbouw et les participants locaux (100)

C/57/13  
Annexe XIX, page 2

Titre de l'activité	Date :	Localisation	Organisateur(s)	Objet de l'activité	Pays/ organisations participants (nombre de participants de chaque pays)
4. Séminaire de sensibilisation au PVP	11.9.2017	DAR, Yezin Naypyitaw, Myanmar	organisée conjointement par l'UPOV, le MAFF Japon, le MOAI Myanmar	Sensibiliser les différentes parties prenantes du Myanmar au système de protection des obtentions végétales.	Tous les délégués de l'EAPVP, l'UPOV, l'OCVV, Naktuinbouw et les participants locaux (100)
5. Cours de formation dans le pays sur le TG pour le maïs	22.1.2018-26.1.2018	DAR, Yezin, Naypyitaw, Myanmar	organisé par DAR, MOALI, Myanmar en coopération avec (MAFF), Japon	Connaître les modalités de préparation des TG pour l'examen DHS	Experts du Viet Nam et du Japon et participants locaux (30)
6. Formation à la protection des obtentions végétales (PVP)	16.1.2017-27.1.2017	DAR, Yezin, Myanmar	organisé par DAR, MOALI, Myanmar en coopération avec Naktuinbouw (Pays-Bas)	Acquérir les connaissances administratives et techniques du système PVP	Experts et participants néerlandais et locaux (25)
7. Atelier de sensibilisation des parties prenantes à la protection des obtentions végétales - Aller de l'avant au Myanmar	12.3.2019	Royal classis hotel, Naypyitaw, Myanmar	organisé conjointement par DAR et la fondation Singenta	Sensibiliser les différentes parties prenantes du Myanmar au système de protection des obtentions végétales.	Experts vietnamiens et locaux et participants locaux (70)
8. Formation dans le pays à l'établissement de variétés de référence pour 14 cultures sélectionnées dans le cadre du projet pilote EAPVP	17.7. 2020-19.7.2020	DAR, Yezin, Naypyitaw, Myanmar	organisé conjointement par DAR et la fondation Singenta	à l'établissement de variétés de référence pour 14 cultures sélectionnées u	Experts et participants locaux (50)

[L'annexe XX suit]

ZIMBABWE  
(Langue originale: anglais)

*Cette traduction a été générée à l'aide d'une traduction automatique dont l'exactitude ne peut être garantie.  
Par conséquent, le texte dans la langue originale est la seule version authentique.*

PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modification de la loi et des règlements d'application

- Le règlement d'application est la loi sur les droits d'obtenteur [chapitre 18 :16].
- Le Cabinet a approuvé les modifications proposées à la loi sur les droits obtenteurs [chapitre 18 : 16] afin de se conformer à la loi de 1991 sur la Convention de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV).
- La rédaction des amendements à la loi sur les droits d'obtenteur est en cours.
- Les modifications apportées à la loi sur les droits d'obtenteur permettront au Zimbabwe d'adhérer à la Convention UPOV.

1.2 L'extension de la protection à d'autres genres et espèces est prévue.

Considéré comme faisant partie des amendements.

2. Coopération en matière d'examen : Aucun élément nouveau.

3. Situation dans le domaine administratif

*Changements dans la structure administrative*

M. Claid Mujaju est nommé directeur du département des services de recherche, tout en restant conservateur des droits d'obtenteur.

M. Edmore Mtetwa a été nommé chef du service des semences avec effet à partir de juillet 2023 et assumera les fonctions de registraire des droits obtenteurs une fois que les changements de noms auront été effectués légalement.

Mme Tambudzai Chikutuma - Responsable des droits d'obtenteur.

*Changements dans les procédures et les systèmes de bureau*

Aucune modification n'a été apportée, la loi et les règlements nationaux étant toujours en vigueur.

4. Situation dans le domaine technique

Le Zimbabwe compte trois formateurs UPOV, à savoir

1. Dr. Claid Mujaju
2. Mme Tambudzai Chikutuma
3. M. Jonathan Chieza

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Aucun.